



Un membre d'un gang brandit un Glock et un pistolet 9 mm dans le couloir
d'un projet de logements sociaux à Brooklyn, New York, décembre 2003. © Boogie/WPN

Des arsenaux insaisissables

LES ARMES À FEU DES GANGS ET DES GROUPES

INTRODUCTION

L'image d'un guérilléro brandissant une arme est devenue un symbole omniprésent de la violence armée contemporaine. Il s'agit peut-être là d'un spectacle trop familier, liant les armes de petit calibre et les pires aspects de l'instabilité et des conflits postmodernes, mais il n'est pas sans présenter une certaine part d'ombre. Combien de combattants non étatiques (guérilleros, insurgés, miliciens ou membres de gangs) y a-t-il dans le monde? Et combien d'armes possèdent-ils? Les acteurs non étatiques ne font pas de mystère sur les types d'armes qu'ils emploient – ils n'hésitent pas à les montrer, et on les voit à l'œuvre lors de confrontations à l'issue souvent mortelle. Il est beaucoup plus difficile, en revanche, d'en déterminer le nombre.

L'incertitude qui entoure le nombre d'armes de petit calibre détenues par les gangs et groupes non étatiques est à la base de débats enflammés quant à l'efficacité des politiques de contrôle des armes et d'autres programmes spécifiques tels que ceux de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) (Florquin et Berman, 2005, ch. 4)¹. Le débat qui faisait rage durant les premiers mois de 2009 aux États-Unis et au Mexique sur l'obtention illégale d'armes civiles par les gangs mexicains représente une autre illustration de l'incertitude qui règne autour du nombre d'armes que ces groupes possèdent réellement, ainsi que de l'origine de ces armes (Ford, 2009).

Première étape dans la tâche difficile consistant à estimer les stocks d'armes de petit calibre en détention des gangs et des acteurs non étatiques, ce chapitre montre avant tout que les gangs et les groupes armés représentent la plus petite catégorie de détenteurs d'armes, loin derrière les individus, les forces armées, ou les forces de maintien de l'ordre. Voici quelques-unes de ses conclusions:

- Dans les pays et les régions pour lesquels on dispose des meilleures informations, les gangs possèdent entre 1,2 et 1,4 million d'armes à feu.
- Les arsenaux totaux des gangs dans le monde comprennent au moins 2 millions d'armes à feu et probablement pas plus de 10 millions.
- Les autres groupes armés non étatiques (insurgés ou milices, y compris les groupes dormants ou liés à l'État) possèdent un total d'environ 1,4 million d'armes de petit calibre.
- Les groupes armés non étatiques qui combattaient activement en 2009 possédaient un total d'environ 350.000 armes de petit calibre.
- Les groupes armés et les gangs contrôlent entre 0,4 et 1,3% environ de toutes les armes de petit calibre.
- Des preuves indirectes montrent que les gangs et les groupes armés obtiennent des armes de petit calibre toujours plus puissantes, ce qui contribue à nourrir une course à l'armement avec les autres catégories de détenteurs d'armes.

Dans la mesure où les types d'informations disponibles sur les gangs et les groupes armés sont loin d'être homogènes, cette étude utilise différentes méthodes pour calculer le nombre d'armes de petit calibre que ces derniers possèdent. Après avoir abordé les problématiques générales, ce chapitre examine la question des armes de petit calibre des gangs. Les gangs sont trop nombreux pour faire l'objet d'une évaluation individuelle; on en dénombre environ 27.000, rien qu'aux États-Unis (Egley et O'Donnell, 2009). On a dès lors pu déduire le nombre d'armes de petit calibre des gangs en extrapolant à partir du nombre total de membres de gangs dans le monde entier. Les armes des groupes armés non étatiques, qui sont examinées par la suite, ont été estimées sur la base du nombre de combattants des groupes et de leurs arsenaux totaux.

ESTIMATIONS DES ARMES DE PETIT CALIBRE DES GROUPES NON ÉTATIQUES

Il y a dix ans, le Small Arms Survey a lancé un projet visant à clarifier la répartition mondiale des armes de petit calibre (armes à feu). Les recherches entreprises en 2000-2001 se focalisaient exclusivement sur les insurrections. Le concept de groupes armés revêtant une importance sur le plan international, encore émergent à l'époque, n'englobait pas encore pleinement d'autres acteurs, allant des groupes paramilitaires aux gangs. L'évolution de cette vision initiale a souligné la nécessité de se sensibiliser davantage à la diversité et à l'importance des gangs et des groupes armés non étatiques et constitue le principal moteur de cette révision.

L'essor des groupes non étatiques nous oblige à faire preuve de modestie. En effet, il est bien plus difficile de déterminer les inventaires des armes de petit calibre des gangs et des groupes non étatiques que ceux des arsenaux des agences étatiques ou même des sociétés civiles. La taille des gangs et des groupes et l'ampleur de leur armement demeurent souvent incertaines. Leurs stocks totaux peuvent généralement être estimés mais pas déterminés avec certitude. Le naturel insaisissable de l'identité et de l'armement des groupes constitue en effet un obstacle. Le nombre de membres ou de combattants et de leurs armes enregistrant des fluctuations constantes, les observateurs extérieurs doivent adapter leurs attentes. Même lorsque des chiffres bien arrêtés sont disponibles, par exemple dans le cas d'armes récupérées par le biais de programmes de DDR ou de saisies policières, il est difficile de déterminer quelle proportion du total elles représentent.

Les estimations des armes de petit calibre des groupes sont moins fiables que celles des acteurs étatiques ou des populations civiles, qui ont fait l'objet de précédentes estimations du Small Arms Survey (Small Arms Survey, 2006b, ch. 2; 2007, ch. 3). Ces conclusions doivent donc être utilisées avec davantage de prudence. Conçues pour donner une idée d'échelle relative, ces estimations offrent une comparaison des arsenaux d'armes de petit calibre des gangs et des insurgés par rapport à ceux d'autres acteurs, ainsi qu'entre eux. Elles donnent également une idée de l'ampleur des stocks des groupes – révélant lesquels sont les plus importants et les plus réduits. Les arsenaux des insurgés peuvent souvent être estimés suffisamment pour orienter les réponses politiques, que ce soit dans le domaine de la contre-insurrection ou du désarmement. Ces chiffres sont utiles lorsqu'il s'agit d'établir des priorités et d'évaluer les ressources nécessaires pour relever les défis posés par ces armes.

Jamais, dans les éditions précédentes, l'*Annuaire sur les armes légères* ne s'était efforcé d'estimer les quantités d'armes de petit calibre en détention des gangs. Pour les autres groupes armés non étatiques – insurrections et milices – le total était auparavant estimé à environ un million d'armes (Small Arms Survey, 2001, p. 89). Ce chiffre devrait être comparé avec la nouvelle estimation d'environ 350.000 armes de petit calibre parmi les groupes qui combattaient activement en 2009, révélant une diminution frappante, tant au niveau du nombre de combattants non étatiques actifs que de leurs stocks d'armes de petit calibre.

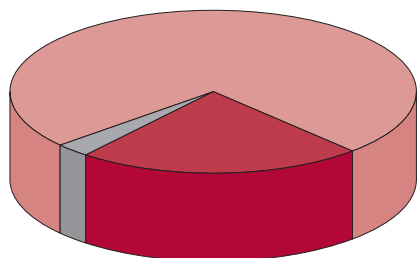
Si des comparaisons entre les chiffres de l'*Annuaire sur les armes légères 2001* et cette édition indiquent une diminution du nombre de combattants non étatiques *en guerre*, le nombre total de combattants existants, y compris les factions inactives, semble avoir augmenté (Small Arms Survey, 2001, p. 89). Une meilleure appréciation de

Tableau 4.1 Répartition approximative des armes de petit calibre à l'échelle mondiale, 2009

Catégorie	Sous-catégorie	Armes à feu (en millions)
Forces armées		200
Forces de l'ordre		26
Civils		650
	Groupes armés non étatiques	1,4
	Gangs	Entre 2 et 10
Total (arrondi)		875

Sources : totaux pour les forces armées et les forces de l'ordre : Small Arms Survey (2006b, ch. 2) ; civils : Small Arms Survey (2007, ch. 2) ; gangs et groupes armés non étatiques : ce chapitre

Figure 4.1 Répartition mondiale des armes de petit calibre, 2009



- Forces armées (200 millions)
- Forces de l'ordre (26 millions)
- Civils (650 millions, y compris les gangs (2-10 millions) et les groupes armés non étatiques (1,4 million))

l'éventail complet des groupes non étatiques, notamment les groupes militairement inactifs ou dormants et ceux bénéficiant d'un pouvoir politique officiel, permet de parvenir à une nouvelle estimation totale d'environ 1,4 million d'armes de petit calibre contrôlées par l'ensemble des groupes non étatiques. Cette augmentation est en partie *réelle*, imputable à l'augmentation du nombre de factions armées, mais également partiellement *apparente*, car due à une plus grande attention portée par les chercheurs à des types de groupes auparavant négligés.

Comparés avec les armes de petit calibre d'autres éléments importants de la société – citoyens privés, forces de maintien de l'ordre et forces armées – les stocks de la plupart des gangs et groupes examinés ici sont statistiquement minuscules. Ce chapitre indique que les armes de petit calibre de tous les groupes non étatiques – y compris les insurrections, les milices et les gangs – ne représentent pas plus de 11,4 millions d'armes, soit environ 1,3% de toutes les armes de petit calibre du monde entier, bien que ce chiffre soit probablement trop élevé (cf. tableau 4.1 et figure 4.1). Les

arsenaux des gangs semblent constituer l'essentiel de cette catégorie. Les estimations du nombre d'armes de petit calibre ne sont toutefois pas suffisamment précises pour permettre des comparaisons exactes entre les groupes, pour guider les achats d'armes par l'armée ou la police ou pour établir des objectifs fermes pour les programmes de désarmement.

De 1999 à 2009

Les estimations précédentes du Small Arms Survey en matière de détention d'armes à feu parmi les forces armées étatiques, les forces de maintien de l'ordre et les civils reposaient principalement sur des méthodes modulaires. Lorsqu'elles existaient, les données officielles et les estimations nationales d'observateurs qualifiés étaient additionnées. Ces cas offraient également des échantillons en vue d'une modélisation statistique des autres cas inconnus. Il en a résulté une série d'estimations mondiales et nationales sur la répartition des 875 millions d'armes à feu militaires, policières et civiles indiquée dans le tableau 4.1.

Ces méthodes ne faisaient aucune distinction entre les propriétaires civils et certains des groupes les plus susceptibles d'utiliser leurs armes de petit calibre, ces groupes mêmes qui constituaient souvent la principale source de préoccupation au niveau des débats politiques internationaux et nationaux, notamment les insurgés, les terroristes, les gangs de jeunes et d'autres groupes criminels organisés. Un premier effort cherchant à déterminer le nombre d'armes de petit calibre sous leur contrôle, reposant sur des données de 1999, a constitué une première étape utile (Small Arms Survey, 2001, ch. 2). Ces résultats ont toutefois été affaiblis par les données limitées disponibles à l'époque, ainsi que par l'attention portée exclusivement par l'étude aux insurrections et aux groupes armés liés. S'inspirant d'une nouvelle vague de recherches sur les groupes non étatiques, ce chapitre élargit les perspectives (Krause, 2009; Schlichte, 2009). Il passe en revue les connaissances sur l'armement des insurgés et examine la position des gangs criminels et groupes non étatiques dans la répartition mondiale des armes à feu en 2009.

L'estimation des stocks d'armes des gangs, insurgés et autres groupes non étatiques présente des problèmes particuliers, parfois insolubles. Les types d'armes à leur disposition sont souvent bien connus, ne serait-ce qu'en raison de l'usage sanglant qui en est fait. Les chiffres impliqués sont toutefois très difficiles à déterminer. Au lieu de données fiables sur l'armement total des groupes armés non étatiques, l'estimation des stocks d'armes de petit calibre repose sur le nombre d'individus armés, multiplié par un taux de détention d'armes. Cette méthode a été expliquée en détail dans les éditions précédentes de *l'Annuaire sur les armes légères*². À bien des égards, le nombre de membres des groupes armés non étatiques n'est pas plus difficile à estimer que celui des forces armées étatiques, des forces de maintien de l'ordre ou des civils. Pour les gangs et les groupes, de telles estimations tendent toutefois à reposer sur des bases moins fiables. Les exercices d'estimation antérieurs ont toujours reposé sur des statistiques

irréfutables sur le nombre d'individus en question et suffisamment d'échantillons de stocks d'armes pour permettre des extrapolations simples. Dans le cas des groupes non étatiques, toutefois, le taux d'adhésion peut être vague et les indications des stocks d'armes peuvent présenter un caractère purement anecdotique.

Ont-elles déjà été comptées? Distinguer les armes des insurgés, celles des gangs et des autres groupes non étatiques des armes à feu civiles ou étatiques pour les compter constitue un sérieux problème, qui n'a pas encore été résolu. Pour prendre des décisions politiques efficaces, leurs armes doivent pourtant faire l'objet d'une distinction, que ce soit en raison des dangers qu'elles posent, en vue de projets destinés à les supprimer ou les vaincre ou pour guider les efforts entrepris pour les éliminer de la société. Plus fondamentalement, toutefois, il est bien souvent impossible de les distinguer des armes étatiques et civiles existantes.

Les armes de petit calibre non étatiques représentent l'entre-deux des armes. Elles peuvent avoir été acquises illégalement à partir d'anciens surplus étatiques, transférés délibérément par un gouvernement bienveillant, dérobées individuellement à des propriétaires civils, voire même achetées légalement. La situation a été caractérisée de façon fort révélatrice par un avocat militaire, qui a décrit la guerre en Irak comme une lutte, non pas contre un ennemi militaire mais contre «une force ennemie entièrement constituée de belligérants civils» (Janin, 2007). Sur le court terme, les armes des insurgés constituent une catégorie distincte des stocks civils ou étatiques, dans la mesure où elles ne sont pas contrôlées par des civils ou l'État. La plupart finiront toutefois par retomber sous le contrôle de l'État qui les capturera ou les recevra, ou par retourner à l'état civil lorsque leurs propriétaires renonceront à la guerre ou la criminalité. Statistiquement, il peut être très difficile de distinguer les armes des gangs, comme toute autre arme utilisée à des fins criminelles, bien que cela s'avère essentiel sur le plan juridique.



Armes confisquées entreposées au siège du Secrétariat de la défense nationale, Mexico, avril 2009. © Eduardo Verdugo/AP Photo

Dans l'ensemble, néanmoins, les armes des gangs et celles d'autres groupes armés non étatiques s'intègrent plus confortablement dans les stocks civils, comme l'ont démontré les calculs précédents. Bien souvent, les armes à feu des insurgés et des gangs réintègrent les stocks civils lorsque les conflits prennent fin ou que leurs propriétaires renoncent à la vie de gang. À moins que les armes soient capturées par les forces armées étatiques ou des forces de maintien de l'ordre, ou restituées dans le cadre d'un accord de paix, elles demeurent dans le domaine privé. L'alternative la plus évidente est le désarmement systématique. Il n'élimine pas toujours l'armement mais, lorsqu'il est combiné avec la destruction, il permet d'éliminer de grandes quantités d'armes à feu. Depuis 1990, des programmes de destruction ont éliminé plus de 8 millions d'armes à feu étatiques, plus de 5 millions d'armes à feu civiles et, séparément, au moins 560.000 armes à feu ayant appartenu à d'anciens insurgés. D'autres armes ont déjà été rassemblées et attendent d'être détruites (Small Arms Survey, 2009, p. 163, 185). Des quantités importantes continuent d'être saisies, comme le démontre le stockage par l'armée mexicaine de 305.424 armes confisquées (Castillo et Roberts, 2009). Par ailleurs, les armes des insurgés et des gangs ont tendance à rester avec leurs propriétaires immédiats, même si ceux-ci quittent leur gang et réintègrent la société.

ARSENAX DES GANGS

Combien de membres de gangs compte-t-on dans le monde?

La première étape pour estimer les arsenaux mondiaux des gangs consiste à déterminer le nombre approximatif de membres de gangs dans le monde. Il est tout sauf simple d'obtenir des estimations du nombre de membres de gangs dans le monde à partir des documents publiés. La signification de l'adhésion à un gang fait l'objet d'intenses controverses, même parmi les experts (cf. encadré 4.1). Les statistiques d'adhésion sont particulièrement difficiles à obtenir dans les endroits ne présentant pas de réels problèmes de gangs. Par conséquent, cette étude surreprésente vraisemblablement les cas les plus sérieux, exagérant les problèmes mondiaux. Par ailleurs, toutes les estimations d'adhésion n'ont pas pu être utilisées ici. Ce n'est que lorsque les données suivent des frontières géographiques précises qu'il est possible d'établir les proportions requises pour une extrapolation plus large.

Encadré 4.1 Une question épineuse: qu'est-ce qu'un gang?

Parmi les énigmes fondamentales propres au phénomène des gangs, on retrouve la définition du terme lui-même, une «question épineuse» qui complique énormément les recherches et politiques sur les gangs (Decker et Kempf-Leonard, 1991). Des spécialistes de la problématique des gangs signalent régulièrement ce problème. Selon une critique qui revient fréquemment: «Il n'y a guère de consensus, voire aucun, sur ce qui constitue un gang et sur qui en sont les membres» (Esbensen *et al.*, 2001, p. 106). Cette incertitude entraîne souvent une volonté de spécifier le mot «gang» en y ajoutant les termes *criminel*, *de jeunes*, ou *de rue*.

Des définitions rigides ne sont pas une solution, dans la mesure où elles peuvent renforcer des tendances à exagérer les problèmes des gangs ou à minimiser leur importance. Cet état de fait s'avère particulièrement problématique dans les études multinationales, occultant des divergences profondes. L'un des aspects de cette confusion est ce que Klein appelle le «paradoxe de l'Eurogang». Les polices européennes en concluent qu'elles n'ont pas de problème de gang, car peu de groupes s'apparentent au modèle nord-américain de «gangs violents, unis et fortement structurés. Pourtant, la plupart des gangs américains ne suivent pas non plus ce modèle» (Klein, 2001, p. 7). Au lieu d'une définition universelle, des définitions opérationnelles sont souvent créées pour des situations spécifiques, en fonction de leurs caractéristiques particulières.

Une définition collective a été proposée: «un gang de rue (ou groupe de jeunes problématique correspondant ailleurs à un gang de rue) désigne tout groupe de jeunes durable et actif dans la rue, dont l'identité inclut l'implication dans des activités illégales» (Weerman *et al.*, 2009, p. 20). Cette définition doit toutefois encore être appliquée de façon homogène par les personnes étudiant les questions des gangs. Parce qu'elle se fonde sur des données provenant de nombreuses sources, cette évaluation suit la pratique de la plupart des études multinationales précédentes, qui acceptent – souvent implicitement – les définitions de travail utilisées par les chercheurs et agences gouvernementales des pays d'origine des gangs (Berkman, 2007; USAID, 2006, p. 13; ONUDC, 2007).

Le tableau 4.2 répertorie les estimations du nombre global de membres de gangs dans 18 régions où une telle évaluation est possible: 11 pays, 5 villes et 2 provinces. Les estimations du nombre de membres de gangs peuvent également varier pour un même endroit. Celles qui ont été utilisées ici incluaient, dans la mesure du possible, des estimations inférieures et supérieures. Des estimations uniques sont utilisées lorsqu'il s'agit des seules données disponibles, comme c'est le cas pour les États-Unis.

Certains autres cas dans lesquels l'ampleur des principaux gangs est connue sont trop incomplets pour offrir une base d'extrapolation. À titre d'exemple, le gang de Dawood, basé à Mumbai et qui est l'un des syndicats du crime les plus importants et les plus célèbres de l'Asie du Sud, compterait entre 4.000 et 5.000 membres (Lal, 2005). Cela ne nous en apprend pourtant guère sur la taille des nombreux autres gangs de Mumbai, sans même parler de ceux du reste de l'Inde ou d'ailleurs.

Cette étude s'intéresse à des régions qui ont été largement étudiées en raison de la gravité de leurs problèmes avec les gangs; elle n'inclut peut-être pas l'ensemble des régions les plus gravement touchées, mais celles qui sont

Tableau 4.2 Estimations du nombre de membres des gangs, 18 exemples

Endroit	Nombre de membres		Sources
	Estimation inférieure	Estimation supérieure	
Belize	100	100	ONUUDC (2007)
Costa Rica	2.660	2.660	ONUUDC (2007)
El Salvador	10.500	39.000	USAID(2006,p. 17,45) ; ONUUDC(2007)
Angleterre et Pays de Galles	20.000	60.000	O'Neill (2009) ; Bennett et Holloway (2004a)
Guatemala	14.000	165.000	USAID (2006, p. 17, 64)
Guayaquil, Équateur	65.000	65.000	Berkman (2007, p. 26)
Honduras	5.000	36.000	Berkman (2007, p. 16) ; USAID (2006, p. 17,92)
Italie	25.000	84.700	FBI (n.d.) ; IISS (2009, p. 470)
Japon	41.000	84.200	Nakamura (2007) ; JNPA (2007)
Kingston, Jamaïque	8.000	8.000	Berkman (2007, p. 26)
Medellin, Colombie	10.000	10.000	Berkman (2007, p. 26)
Mexique, régions	20.000	20.000	USAID (2006, p. 17)
Nicaragua	2.200	4.500	USAID(2006,p. 17) ; ONUUDC(2007)
Panama	1.385	1.385	ONUUDC (2007)
Rio de Janeiro, Brésil	10.000	10.000	Berkman (2007, p. 26)
Fédération de Russie	120.000	200.000	Wright (2006) ; UCJFSU (2008)
États-Unis	788.000	788.000	Egley et O'Donnell (2009)
Cap-Occidental, Afrique du Sud	100.000	100.000	VIOLENCE DES GANGS (p. 142)
Total (arrondi)	1.250.000	1.675.000	

Remarques : les années de référence varient mais ne sont souvent pas déclarées séparément dans les documents source. Elles semblent généralement remonter à l'année précédant la publication de la source. Font figures d'exceptions Egley et O'Donnell (2009), qui concernent 2007 et ONUUDC (2007) et USAID (2006), qui varient selon les cas. L'estimation supérieure pour l'Angleterre et le Pays de Galles repose sur un rapport établissant que le taux d'adhésion à des gangs est trois fois plus élevé qu'on ne l'avait pensé auparavant (O'Neill, 2009). Les estimations pour Kingston ont fait l'objet d'une moyenne.

Tableau 4.3 Estimations du nombre de membres des gangs, 18 exemples

Endroit principal	Population (2008, arrondie)	Estimation des membres de gangs actifs	Type d'estimation	Proportion de la population	Équivalent des membres de gang au niveau mondial	Sources
Japon	128.000.000	41.000	Faible	0,0003	2.100.000	Nakamura (2007)
Belize	310.000	100	Unique	0,0003	2.100.000	ONU DC (2007)
Angleterre et Pays de Galles	53.400.000	20.000	Faible	0,0004	2.400.000	Bennett et Holloway (2004a)
Nicaragua	5.700.000	2.200	Faible	0,0004	2.500.000	USAID (2006, p. 17)
Panama	3.400.000	1.385	Unique	0,0004	2.700.000	ONU DC (2007)
Italie	60.000.000	25.000	Faible	0,0004	2.700.000	FBI (n.d.)
Costa Rica	4.500.000	2.660	Unique	0,0006	3.800.000	ONU DC (2007)
Japon	128.000.000	84.200	Élevée	0,0007	4.300.000	JNPA (2007)
Honduras	7.200.000	5.000	Faible	0,0007	4.500.000	Berkman (2007, p. 16)
Nicaragua	5.700.000	4.500	Élevée	0,0008	5.100.000	ONU DC (2007)
Fédération de Russie	142.000.000	120.000	Faible	0,0008	5.500.000	Wright (2006)
Guatemala	13.700.000	14.000	Faible	0,0010	7.000.000	USAID (2006, p. 17, 64)
Angleterre et Pays de Galles	53.400.000	60.000	Élevée	0,0011	7.300.000	O'Neill (2009)
Fédération de Russie	142.000.000	200.000	Élevée	0,0014	9.200.000	UCJFSU (2008)
Italie	60.000.000	84.700	Élevée	0,0014	9.200.000	IISS (2009, p. 470)
El Salvador	6.100.000	10.500	Faible	0,0017	11.000.000	USAID (2006, p. 17,45)
Rio de Janeiro, Brésil	6.100.000	10.000	Unique	0,0016	11.000.000	Berkman (2007, p. 26)
Mexique, régions	9.600.000	20.000	Unique	0,0021	14.000.000	USAID (2006, p. 17)
États-Unis	304.000.000	788.000	Unique	0,0026	17.000.000	Egley et O'Donnell (2009)
Medellin, Colombie	3.000.000	10.000	Unique	0,0033	22.000.000	Berkman (2007, p. 26)
Honduras	7.200.000	36.000	Élevée	0,0050	30.000.000	USAID (2006, p. 92)
El Salvador	6.100.000	39.000	Élevée	0,0064	41.600.000	USAID (2006, p. 45)
Guatemala	13.700.000	165.000	Élevée	0,0120	78.000.000	USAID (2006, p. 45)
Kingston, Jamaïque	580.000	8.000	Unique	0,0140	90.000.000	Berkman (2007, p. 26)
Cap-Occidental, Afrique du Sud	4.500.000	100.000	Unique	0,0222	140.000.000	VIOLENCE DES GANGS (p. 142)
Guayaquil, Équateur	2.300.000	65.000	Unique	0,0283	190.000.000	Berkman (2007, p. 26)

Remarques : classement établi sur la base de l'équivalent des membres de gangs au niveau mondial.

Sources : populations par pays de la Banque mondiale (2009) ; autres : Angleterre et Pays de Galles (Royaume-Uni, n.d.) ; Guayaquil (Brinkhoff, n.d.a) ; Kingston (Brinkhoff, n.d.b) ; Région de Medellin (MedellinInfo.com, n.d.), régions du Mexique (USAID, 2006, p. 17) ; Cap-Occidental (DSSPA, n.d., p. 2)



incluses sont sérieusement affectées. Les 18 pays, villes et provinces étudiés comptent entre 1,2 et 1,7 million de membres de gangs, des chiffres obtenus en additionnant les estimations inférieures et supérieures connues. Cette fourchette d'estimations serait plus étendue si elle ne tenait pas compte de la domination numérique du chiffre unique pour les gangs aux États-Unis, une estimation bien considérée (Egley et O'Donnell, 2009).

Les totaux mondiaux sont sans doute plus élevés, mais pas de loin sachant que les 18 pays et régions connus accueillent les gangs les plus importants au monde (et pas seulement les mieux étudiés). Au lieu d'études exhaustives couvrant le reste du monde, nous utilisons dans ce chapitre les taux connus d'adhésion aux gangs répertoriés dans le tableau 4.2 pour extrapoler le nombre de membres de gangs au niveau mondial dans le tableau 4.3. Le taux d'adhésion aux gangs (les membres de gangs en tant que proportion de la population) dans chaque pays, ville et province est extrapolé, dans chaque cas, à l'ensemble de la planète.

Chacun des exemples repris ici était un très grand éventail de projections mais tous manquent de la cohérence statistique nécessaire à une corrélation rigoureuse. Plutôt, ils ne donnent qu'une impression générale de l'ampleur de l'adhésion aux gangs dans le monde. Le regroupement des exemples dans le tableau 4.3 est particulièrement évocateur. Ce tableau indique en effet de nombreux exemples présentant un seuil inférieur équivalent à environ deux millions de membres de gangs dans le monde. Il est peu probable que l'adhésion aux gangs soit fort inférieure dans le monde. Si les gangs sont aussi prédominants au niveau mondial que ne le laissent penser les estimations supérieures d'endroits tels que l'Italie, Rio de Janeiro ou la Fédération de Russie, cela appuierait une estimation élevée de près de dix millions de membres de gangs dans le monde entier. Aucun élément ne suggère que l'adhésion mondiale aux gangs pourrait être supérieure à ce dernier chiffre. Certains endroits, tels que Kingston (Jamaïque), Guayaquil (Équateur) ou le Cap-Occidental (Afrique du Sud), présentent un nombre de membres nettement plus élevé, mais il semblerait qu'ils constituent une exception. Une fourchette de deux à dix millions de membres de gangs dans le monde n'est pas à proprement parler scientifique, mais elle correspond à une application raisonnable des cas connus.

De combien d'armes les gangs disposent-ils?

Après l'adhésion aux gangs, la deuxième question à examiner pour une projection mondiale des armes de petit calibre des gangs est leur taux de détention d'armes. Combien d'armes les gangs comptent-ils par membre? Cette question a fait l'objet de recherches approfondies dans le cadre d'études de statistiques criminelles et d'entretiens et de sondages réalisés auprès de membres de gangs et de détenus. Comme c'est toutefois si souvent le cas avec la problématique des gangs, les recherches sur les gangs américains sont nettement plus poussées que les comparaisons entre les différents pays. Les recherches ont mis au jour tellement plus d'éléments sur les gangs aux États-Unis qu'il est tentant d'utiliser largement leur exemple. Les divergences profondes en matière de criminalité et de culture nationale des armes ne laissent cependant planer aucun doute quant à la nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'appliquer les conclusions des États-Unis (Esbensen et Weerman, 2005). Avec environ 788.000 membres, les gangs aux États-Unis se distinguent en termes de chiffres absolus, surpassant largement les gangs d'autres pays. Les divergences mises à part, les précédents des gangs américains ont énormément d'importance, essentiellement parce que tant de particularités des gangs américains – telles que l'habillement, le comportement et parfois l'armement – ont tellement d'influence ailleurs.

La détention d'armes parmi les membres de gangs est une question essentielle pour les chercheurs dans le domaine de la délinquance. Les recherches menées dans le cadre d'entretiens et de sondages sont particulièrement révélatrices. Les conclusions sont davantage indicatives que définitives, mais elles ne laissent planer aucun doute quant au fait que les membres de gangs ont bien plus de chances d'être armés que la plupart des jeunes. Une étude classique de la détention d'armes auprès des jeunes et membres de gangs américains, un sondage réalisé auprès de 987 membres de gangs et de jeunes non membres, a révélé que 30,9% des jeunes membres de gangs ont déclaré porter une arme pour se protéger, contre 14,2% dans le cas de jeunes n'appartenant pas à des gangs. D'après cette même étude, la détention d'armes serait de 77,8% parmi les membres de gangs interrogés (Bjerregaard et Lizotte, 1995, p. 48, 57).

Le taux de détention d'armes semble augmenter avec l'âge des membres de gangs. Si l'on en croit les conclusions largement citées de Decker et Van Winkle, sur 99 membres de gangs interrogés, 80 ont déclaré posséder au moins une arme; chaque membre possédait en moyenne 4,5 armes à feu (Decker et Van Winkle, 1996, p. 176). Le principal échantillon utilisé par Bjerregaard et Lizotte les a poussés à conclure que la détention d'armes parmi les membres de gangs équivaut plus ou moins au double de celles des personnes n'appartenant pas à des gangs, avec 30,9% contre 14,2% (Bjerregaard et Lizotte, 1995, p. 48). Plus généralement, des sondages réitérés indiquent qu'aux États-Unis, quelque 40% des détenus déclarent avoir possédé une arme à un moment ou l'autre de leur vie (Bennett et Holloway, 2004b, p. 239-240).

Rien de tout cela n'est surprenant au vu des niveaux exceptionnels de détention d'armes chez les civils américains. Des sondages révèlent invariablement qu'environ 40% des ménages américains possèdent au moins une arme (Smith, 2007, p. 11). Avec environ 270 millions d'armes à feu civiles en 2007, l'arsenal privé des États-Unis présente environ 89 armes pour 100 résidents (Small Arms Survey, 2007, ch. 2, annexe 3). Seul le Yémen approche de tels taux de détention, avec environ 55 armes à feu pour 100 résidents (Small Arms Survey, 2007, ch. 2). En comparaison, le taux mondial de détention d'armes à feu tourne autour de 11 armes à feu civiles pour 100 personnes (Small Arms Survey, 2006b, p. 39).

On en sait considérablement moins sur les habitudes en matière d'armes de membres de gangs ailleurs dans le monde. Même les comparaisons multinationales les plus approfondies abordent avec précaution la problématique des armes (Esbensen et Weerman, 2005; Klein *et al.*, 2006, p. 427, 429). S'il est impossible de l'affirmer avec une certitude scientifique, il semblerait que la détention d'armes dans les gangs constitue un multiple de la détention normale par des civils. Mais la prudence s'impose.

Les sondages les plus systématiques examinant l'usage d'armes dans les gangs en dehors des États-Unis mettent l'accent sur l'Angleterre et le Pays de Galles. Parmi les membres de gangs qui y ont été arrêtés, une étude a révélé que 50 à 59% d'entre eux ont déclaré avoir possédé une arme pendant leurs années d'appartenance à un gang (Bennett et Holloway, 2004a, p. 316-319). Un autre rapport a révélé que jusqu'à 60% des détenus britanniques impliqués dans des gangs déclaraient avoir utilisé des pistolets (Bennett et Holloway, 2004b, p. 243). De tels résultats ne signifient bien sûr pas que tous les membres de gangs britanniques sont susceptibles d'être armés.

Il y a entre deux et dix millions d'armes à feu aux mains de gangs dans le monde.

Les détenus étaient probablement plus susceptibles d'être armés que leurs homologues non emprisonnés. On ne peut toutefois contester cette impression de détention généralisée d'armes par les gangs, renforcée par le rôle fortement disproportionné joué par les gangs dans la violence liée aux armes à feu en Grande-Bretagne. Tous ces résultats suggèrent qu'en Angleterre et au Pays de Galles, la détention d'armes est bien plus élevée pour les gangs que pour l'ensemble de la population civile. Il s'agit là de sociétés présentant un taux faible à moyen de détention d'armes, avec environ six armes à feu civiles pour 100 personnes, y compris les fusils et fusils de chasse enregistrés légalement, ainsi que les pistolets illégaux.

Les taux de détention d'armes varient énormément entre les sociétés et les gangs. Le meilleur indicateur général semble être le degré de rareté ou de fréquence des armes dans la société civile. «La disponibilité réelle des armes à feu semble surestimée», nous avertit une étude britannique, citant un sondage londonien qui a révélé que 6% de tous les étudiants interrogés ont déclaré avoir porté une arme au cours de l'année précédente (Marshall *et al.*, 2005, p. 13). Il est intrigant de constater que cette statistique est remarquablement proche du taux public de détention d'armes en Angleterre et au Pays de Galles, qui est de 6,2 armes à feu pour 100 personnes, ce qui indique qu'il existe un lien entre les taux généraux de détention et de port d'armes parmi la population (Small Arms Survey, 2007, ch. 2, annexe 3). Un autre sondage en Angleterre et au Pays de Galles a révélé que l'adhésion à un gang augmentait le risque de détention d'armes à feu à cinq contre un chez les 17-24 ans (Marshall *et al.*, 2005). Une détention d'armes à feu plus importante a également été constatée chez les membres de gangs aux Pays-Bas (Decker et Weerman, 2005, p. 165; Klein, 2001, p. 312). Ces études ne permettent qu'une généralisation limitée et aucune comparaison directe. Elles attestent plutôt d'une connexion entre l'armement de l'ensemble des civils et celui des gangs.

Le manque de comparaisons transnationales affaiblit sérieusement la fiabilité de toute estimation mondiale des armes se trouvant aux mains des gangs.

À défaut d'une fondation plus solide, cet examen part des études mentionnées plus haut, qui documentent des taux de détention d'armes bien plus élevés chez les membres de gangs que chez les civils, particulièrement les jeunes. Les sondages américains et britanniques susmentionnés, les plus détaillés à ce sujet, indiquent que le taux de détention des gangs peut être quatre fois supérieur à celui des civils. Afin de communiquer l'impression du taux le plus élevé de détention d'armes par les gangs, cette étude émet l'hypothèse d'un taux *quatre fois supérieur à celui*



Deux adolescents membres d'un gang tenant leurs armes, Londres, 2006.
© Simon Wheatley/Magnum Photos



de la détention civile globale dans chaque société³. Comme indiqué plus haut, les chercheurs ont enregistré des déclarations de taux de détention plus élevés, mais celles-ci sont sujettes à controverse. L'application de ces règles au niveau mondial, où le taux de détention tourne autour de 11 armes à feu pour 100 personnes (0,11 par personne), donne lieu à des attentes de 0,44 arme à feu par membre de gang dans le monde, soit presque une arme pour deux membres de gangs au niveau international.

Le taux réel de détention moyenne d'armes par les gangs varie considérablement en fonction de la disponibilité des armes dans chaque société (des Pays-Bas présentant un taux fort bas de détention d'armes aux États-Unis, caractérisés par un taux de détention très élevé) et d'autres facteurs tels que la facilité de contrebande (au Japon, par exemple). Si le taux de détention des gangs est quatre fois plus élevé que celui des civils dans chaque société des 18 pays, villes et provinces repris dans le tableau 4.4, on parvient à un total combiné estimé entre 1,1 et 1,4 million d'armes pour les membres de gangs à ces endroits. L'estimation de détention inférieure reflète les estimations modestes de taille du gang, tandis que le niveau supérieur repose sur des estimations plus élevées du nombre de membres. Comme souligné précédemment, cet échantillon particulier est dominé par une estimation unique pour les États-Unis.

Établissant des projections à partir de ces cas les mieux compris, et négligeant les cas extrêmes, cet examen soutient la conclusion

selon laquelle les gangs dans le monde sont en détention d'au moins deux millions d'armes à feu et probablement pas plus de dix millions (cf. tableau 4.5). En d'autres termes, les armes à feu des gangs dans le monde pourraient être plus ou moins équivalentes au nombre de membres de gangs dans le monde, bien que les divers gangs et sociétés présentent de grandes divergences. Dans les sociétés où la détention d'armes est limitée, la détention d'armes par les gangs a tendance à être plus élevée que celles des civils, mais demeure bien en deçà du rapport de un pour un. Dans une société présentant des niveaux élevés de détention d'armes, comme c'est le cas aux États-Unis, des documents ont déjà confirmé que le taux de détention des gangs dépasse ce rapport de un pour un.

Ces estimations mondiales inscrivent dans une perspective plus large les dimensions de l'adhésion mondiale aux gangs. Bien qu'une estimation de deux millions au moins et probablement pas plus de dix millions ne soit pas très précise, elle n'en établit pas moins clairement l'ampleur de la détention d'armes par les gangs: au niveau mondial, elle se chiffre en unités de millions. On peut affirmer de manière fiable qu'elle ne se situe ni dans les centaines de milliers, ni dans les dizaines de millions.

Tableau 4.4 Estimations des armes à feu des gangs dans 18 exemples (arrondies)

Endroit principal	Estimation d'adhésion		Population nationale	Possession d'armes par des civils	Estimation des armes des gangs	
	Inférieure	Supérieure			Inférieure	Supérieure
Belize	100	100	310.000	0,100	40	40
Nicaragua	2.200	4.500	5.700.000	0,077	680	1.400
Costa Rica	2.660	2.660	4.500.000	0,099	1.000	1.000
Panama	1.385	1.385	3.400.000	0,220	1.200	1.200
Honduras	5.000	36.000	7.200.000	0,062	1.200	9.000
Medellin, Colombie	10.000	10.000	3.000.000	0,059	2.400	2.400
El Salvador	10.500	39.000	6.100.000	0,058	2.400	9.000
Kingston, Jamaïque	8.000	8.000	580.000	0,081	2.600	2.600
Rio de Janeiro, Brésil	10.000	10.000	6.100.000	0,080	3.200	3.200
Guayaquil, Équateur	65.000	65.000	2.300.000	0,013	3.400	3.400
Angleterre et Pays de Galles	20.000	60.000	53.400.000	0,062	5.000	15.000
Guatemala	14.000	165.000	13.700.000	0,130	7.300	86.000
Mexique, régions	20.000	20.000	9.600.000	0,150	12.000	12.000
Italie	25.000	84.700	60.000.000	0,170	17.000	58.000
Fédération de Russie	120.000	200.000	142.000.000	0,090	43.000	72.000
Japon	41.000	84.200	128.000.000	0,006	50.000	100.000
Cap-Occidental, Afrique du Sud	100.000	100.000	4.500.000	0,127	51.000	51.000
États-Unis	788.000	788.000	304.000.000	0,890	950.000	950.000
Totaux	1.200.000	1.700.000		0,140	1.200.000	1.400.000

Remarques : classement établi sur la base des estimations les plus basses du nombre d'armes à feu. Des estimations spécifiques de la possession des gangs sont disponibles pour le Japon et utilisées ici au lieu du calcul de possession/membre. Le nombre d'armes à feu publiques dans les villes et régions de Guayaquil, Kingston, Medellin, des régions mexicaines, Rio de Janeiro et le Cap-Occidental est calculé sur la base du taux national moyen de possession. Une exception est faite pour les États-Unis qui présentent un rapport presque égal entre le nombre total d'armes et de citoyens, autorisant un maximum de 1,2 arme à feu pour chaque membre de gang dans cette estimation. Sources : tableau 4.2 : possession d'armes publiques du Small Arms Survey (2007, ch. 2, annexes 4,5)

Cet éventail détermine également à peu près combien d'armes les membres de gangs possèdent, par rapport aux armes des forces de maintien de l'ordre, des forces armées et des autres civils. L'armement des gangs semble fortement surpasser en nombre celui d'autres groupes armés non étatiques, tels que les terroristes et insurgés, mais ces quantités sont bien inférieures à celles des armes en détention des forces étatiques ou des civils. De même, la puissance de ces armes semble également augmenter (cf. encadré 4.2). Ce point de vue est utile pour définir des priorités politiques générales en matière d'armes à feu, en inscrivant des problèmes globaux dans une perspective plus large et en offrant la possibilité d'orienter l'affectation des ressources et de l'attention. De tels chiffres ne sont cependant pas suffisamment fiables pour établir des comparaisons multinationales ou définir des priorités en termes de recherches et de politiques. Il n'existe pas ici de base de comparaison directe et utile de la détention d'armes par les gangs entre la plupart des sociétés, par exemple entre la France et les Philippines ou entre le Nigeria et le Venezuela.

Tableau 4.5 Projections mondiales des membres et des armes à feu des gangs, 2008

Endroit	Type d'estimation	Estimation des membres de gangs actifs	Proportion des membres actifs/population	Taux de possession d'armes par des civils	Équivalent des membres de gangs au niveau mondial	Estimation des armes des gangs dans le monde
Japon	Faible	41.000	0,0003	0,006	2.100.000	50.000
Japon	Élevée	84.200	0,0007	0,006	4.300.000	100.000
Angleterre et Pays de Galles	Faible	20.000	0,0004	0,062	2.400.000	600.000
Nicaragua	Faible	2.200	0,0004	0,077	2.500.000	800.000
Belize	Unique	100	0,0003	0,100	2.100.000	800.000
Honduras	Faible	5.000	0,0007	0,062	4.500.000	1.000.000
Costa Rica	Unique	2.660	0,0006	0,099	3.800.000	1.500.000
Nicaragua	Élevée	4.500	0,0008	0,077	5.100.000	1.600.000
Angleterre et Pays de Galles	Élevée	60.000	0,0010	0,062	7.300.000	1.800.000
Italie	Faible	25.000	0,0004	0,170	2.700.000	1.800.000
Fédération de Russie	Faible	120.000	0,0008	0,090	5.500.000	2.000.000
Panama	Unique	1.385	0,0004	0,220	2.700.000	2.300.000
El Salvador	Faible	10.500	0,0017	0,058	11.000.000	2.600.000
Fédération de Russie	Élevée	200.000	0,0014	0,090	9.200.000	3.300.000
Rio de Janeiro, Brésil	Unique	10.000	0,0016	0,080	11.000.000	3.400.000
Guatemala	Faible	14.000	0,0010	0,130	7.000.000	3.500.000
Medellin, Colombie	Unique	10.000	0,0033	0,059	22.000.000	5.000.000
Italie	Élevée	84.700	0,0014	0,170	9.200.000	6.000.000
Honduras	Élevée	36.000	0,0050	0,062	30.000.000	8.000.000
Mexique, régions	Unique	20.000	0,0021	0,150	14.000.000	8.000.000
Guayaquil, Équateur	Unique	65.000	0,0283	0,013	190.000.000	9.600.000
El Salvador	Élevée	39.000	0,0064	0,058	41.600.000	9.600.000
Kingston, Jamaïque	Unique	8.000	0,0140	0,081	90.000.000	30.000.000
Guatemala	Élevée	165.000	0,0120	0,130	78.000.000	40.000.000
États-Unis*	Unique	788.000	0,0026	0,890	17.000.000	60.000.000
Cap-Occidental, Afrique du Sud	Unique	100.000	0,0222	0,127	140.000.000	75.000.000

* Jusqu'à 1,2 par membre.

Remarque : classement établi sur la base de l'estimation des armes des gangs dans le monde. Les estimations des membres de gangs dans le monde sont arrondies à deux chiffres significatifs. Les estimations des armes des gangs dans le monde sont arrondies à un ou deux chiffres significatifs. Sources : tableau 4.2 et cette section

Encadré 4.2 Evolution des arsenaux criminels: preuves directes et indirectes

Aux États-Unis, les gangs privilégient depuis longtemps les armes à feu dans leurs attaques, mais le taux d'utilisation de celles-ci a sensiblement augmenté pendant les années 1980. Une étude révèle ainsi que l'usage des armes à feu dans des homicides entre gangs dans le comté de Los Angeles est passé de 71% en 1979 à 95 % en 1994. Leurs armes se sont également faites plus sophistiquées, les homicides entre gangs impliquant des pistolets semi-automatiques passant de 5% en 1986 à 44% en 1994 (Klein et Maxson, 2006, p. 81). Parmi les effets les plus visibles, notons le rééquilibrage des armements des forces de maintien de l'ordre.

Si les fusils d'assaut semi-automatiques et les armes entièrement automatiques n'étaient pas utilisés fréquemment par les gangs aux États-Unis dans les années 1980 et 1990, les quelques rares exemplaires en circulation pouvaient provoquer des catastrophes (Klein et Maxson, 2006, p. 80). En témoigne la célèbre fusillade de Miami, qui a impliqué le FBI et figure parmi les incidents les plus influents en matière de politique d'achat des armes. Le 11 avril 1986, huit agents du FBI armés de revolvers, de pistolets et de fusils de chasse ont été attaqués par deux braqueurs de banque. Deux agents ont été tués – à l'instar des braqueurs – et cinq agents ont été grièvement blessés, la plupart par les tirs d'une unique Ruger Mini-14, une version du fusil automatique M14 militaire, introduite en 1974 (FBI, 1986). L'incapacité à maîtriser les braqueurs a rapidement été attribuée aux armes et munitions réglementaires (Anderson, 2006). Par la suite, tous les agents du FBI ont reçu des pistolets de plus gros calibre. Partout aux États-Unis, les forces de maintien de l'ordre ont rapidement suivi, échangeant leurs revolvers contre des pistolets (Hankins, 2004).

L'armement de la police constitue également une preuve indirecte de l'armement des gangs et autres criminels violents. Considérés comme des avertissements plutôt que des exceptions, certains incidents relativement rares ont des conséquences dramatiques. En mars 2009, quatre officiers de police ont été tués à Oakland, en Californie, par un homme armé d'un fusil d'assaut et trois officiers de Pittsburgh ont été abattus le mois suivant par des tirs de Kalachnikov. Les forces de maintien de l'ordre de tous les États-Unis se sont alors empressées de renforcer leurs stocks d'armes automatiques. Elles semblent avoir réagi à un climat d'armement civil sans cesse plus meurtrier. Ces incidents ont été explicitement mentionnés dans les décisions de nombreuses forces de police d'acquiescer des fusils d'assaut (Kaempffer, 2009). Dans le Massachusetts, par exemple, les forces de police locales ont armé de fusils automatiques certains membres de leur personnel (Slack, 2009a; 2009b). Une commande type est ainsi venue de Detroit, où la police a fait l'acquisition de 5.000 pistolets Smith & Wesson et de 350 fusils automatiques (McLaughlin, 2009).

À bien des endroits, l'armement civil et policier prend de plus en plus l'apparence d'une course à l'armement hors de contrôle. Aux États-Unis, les achats civils de revolvers sont en chute libre, alors que le marché des pistolets prend une ampleur considérable et que les ventes de fusils d'assaut semi-automatiques ont explosé après la levée de l'interdiction des nouvelles ventes en 2004. Une analyse du marché par Smith & Wesson a conclu qu'en 2009, le marché civil des revolvers représentait 175 millions de dollars aux États-Unis, contre 791 millions pour les pistolets, 313 millions pour les fusils de chasse et 277 millions pour les fusils d'assaut ou tactiques (Smith & Wesson, 2009).

Des tendances similaires mais plus lentes peuvent être constatées ailleurs. En France, la Police nationale et la Gendarmerie ont remplacé en 2003 leurs anciens pistolets par 250.000 pistolets de fabrication allemande (Weidacher, 2005). L'apparition d'une Kalachnikov au cours d'une attaque non meurtrière en dehors de Paris a attiré l'attention de la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, et pourrait entraîner un nouveau renforcement du rééquilibrage des armements (Girard, 2009). En Inde, ce sont les attentats terroristes de Mumbai en novembre 2008 qui ont provoqué le réarmement des 40.914 policiers de la ville avec des pistolets et des armes automatiques (onIndia, 2007; Swami, 2009).

Si la tendance à un armement policier plus lourd semble indéniable, l'ampleur de celui-ci est difficile à déterminer, surtout avec autant de pays impliqués. Les perceptions sont également affectées par une bizarrerie des rapports, qui accordent probablement trop d'importance aux acquisitions de nouvelles armes par la police. Il est en effet dans l'intérêt des forces de maintien de l'ordre et des fabricants d'armes de rendre publiques ces acquisitions. Ils ont également des raisons de dissimuler les réductions. Si cet examen n'a pas mis au jour la décision de quelconques forces de maintien de l'ordre de réduire leur armement, cela n'a cependant certainement rien d'inconcevable.

Des synergies pathologiques

Où les membres de gangs armés sont-ils les plus répandus? Certaines perspectives nous viennent du Japon, avec sa réputation amplement méritée de l'une des sociétés les moins armées au monde. Les armes à feu sous licence aux mains de civils se chiffrent à 320.000 (Katsumata, 2008). Si l'on inclut une estimation des armes à feu sans licence, le pays présente un total combiné d'environ 670.000 armes à feu, soit 0,5 pour 100 résidents. Même en tenant compte des armes à feu non enregistrées, le Japon se classe 167^e sur 180 pays répertoriés en termes de taux de détention mondiale (Small Arms Survey, 2007, ch. 2, annexes 4, 5).

Les exceptions les plus frappantes à la rareté des armes civiles au Japon sont les syndicats du crime du pays. Bien que généralement décrits comme des gangs, les yakuzas se distinguent par le fait qu'ils intègrent aussi bien des adultes que des jeunes. Il ne s'agit peut-être pas de gangs de jeunes à proprement parler, mais ils offrent une certaine compréhension des différentes façons dont les groupes criminels peuvent se distinguer de la société qui les entoure. D'après la police, on dénombre 84.200 yakuzas (JNPA, 2007). Ils posséderaient en moyenne 1,2 arme à feu par gangster (Nakamura, 2007). Ce chiffre n'est pas exceptionnel au niveau international, mais il signifie que les yakuzas contrôlent une proportion non négligeable de l'ensemble des armes à feu civiles au Japon, entre 7 et 14%. En d'autres termes, les yakuzas sont armés environ 200 fois plus lourdement que le reste de la société japonaise. Parmi les exemples étudiés ici, le Japon présente la concentration d'armes à feu la plus élevée parmi ses gangsters. Les gangs japonais sont lourdement armés à tout point de vue, mais en comparaison avec le reste de la société japonaise, ils sortent de l'ordinaire.

Les membres des gangs sont plus souvent armés dans les sociétés qui ont un taux élevé d'appartenance aux gangs et un taux élevé de détention d'armes. La province du Cap-Occidental en Afrique du Sud connaît vraisemblablement la situation la plus grave car elle figure en tête de liste dans les deux catégories. Au Cap-Occidental, il semblerait que les gangs soient en détention d'environ 51.000 armes, sur un total présumé de 570.000 armes à feu aux mains de civils dans la région, soit près de 10%. Ces chiffres sont similaires au taux de détention d'armes par les gangs au Japon, mais les gangs sont bien plus violents en Afrique du Sud (VIOLENCE DES GANGS). D'autres cas extrêmes inclus ici sont la capitale de la Jamaïque, Kingston et les États-Unis. Le Guatemala fait figure de cas sérieux, mais bien plus compliqué, en raison de l'incertitude liée aussi bien au nombre de membres de gangs qu'à la disponibilité d'armes à feu. Au Guatemala, les gangs semblent posséder jusqu'à 10% des 1,65 million d'armes de petit calibre civiles (Small Arms Survey, 2007, ch. 2, annexe 3). Ce niveau n'est toutefois atteint que si l'on accepte les estimations les plus élevées concernant le taux d'adhésion des gangs au Guatemala (USAID, 2006, p. 17, 45).

Les membres des gangs sont plus souvent armés dans les sociétés qui ont un taux élevé d'appartenance aux gangs et un taux élevé de détention d'armes.

Les gangs et la détention d'armes

Les armes à feu sont-elles la propriété privée de chaque membre ou bien relèvent-elles de la propriété collective du gang? Un autre problème en rapport avec cette question consiste à déterminer s'il convient de considérer les armes des gangs comme civiles dans les comptages. Si les armes constituent des biens personnels, elles s'inscrivent essentiellement dans le cadre des stocks civils plus généraux, consacrées à l'usage des gangs pendant le temps passé par leur propriétaire comme membre mais autrement possédées comme n'importe quelle autre arme civile.

Des rapports isolés suggèrent que la détention collective d'armes est une caractéristique de quelques gangs américains, au moins⁴. Si les armes constituent la propriété collective du gang, qu'elles sont stockées ensembles, distribuées par une autorité supérieure au sein du gang ou transmises de membre en membre, elles ne constituent pas des biens personnels. Si les armes sont considérées comme la propriété du groupe, leur détention et leur contrôle ne s'apparentent pas à la détention civile mais bien à celle de groupes armés non étatiques, tels que les insurgés ou les cellules terroristes.

La question de la détention exige des recherches particulières. Lors d'entretiens avec des chercheurs, les membres des gangs décrivent invariablement leurs armes à feu comme leurs biens personnels (Decker et Van Winkle, 1996). Il peut toutefois s'agir là davantage d'une question de sémantique que de droits de propriété; il est en effet tout sauf simple d'interpréter les paroles des membres de gangs décrivant leurs armes. Dans le cadre de cette étude, les armes des gangs sont traitées selon les dires des membres, c'est-à-dire comme des biens personnels, tout comme des armes à feu civiles. Si les preuves ne sont guère concluantes, les armes des gangs semblent avoir été des armes civiles ordinaires à l'origine. Les membres de gangs ont bien souvent des antécédents de détention d'armes avant de rejoindre un gang (Bjerregaard et Lizotte, 1995, p. 48). Les armes peuvent également être empruntées au domicile d'un membre, achetées légalement ou via un intermédiaire, ou partagées, voire carrément volées, mais elles semblent toutes provenir des mêmes stocks que la plupart des autres armes civiles (Sheley et Wright, 1995).

Les exceptions manifestes à toute connexion civile sont les armes de gangs acquises au travers d'un patronage politique ou militaire. À titre d'exemple, on soupçonne certains gangs guatémaltèques de bénéficier d'un soutien officiel (Arana, 2005). Lorsque des personnes haut placées au pouvoir ou dans les forces armées conspirent avec les

gangs – que ce soit par la corruption ou par opportunisme politique – le gang devient davantage qu'un gang traditionnel. En réalité, la provenance des armes de petit calibre s'avère utile lorsqu'il s'agit de déterminer si un groupe est un gang, une milice ou une organisation paramilitaire, voire autre chose encore. Le patronage les apparente à des organisations telles que bon nombre de milices afghanes ou les paramilitaires colombiens – des groupes semi-autonomes présentant des liens avec la criminalité et l'État (Manwaring, 2009, p. 13-24; PRO-GOUVERNEMENTAUX).

ARMES DE PETIT CALIBRE DES INSURGÉS

Il est bien plus simple de donner un aperçu des dimensions des groupes armés non étatiques – insurgés et milices – que de celles des gangs, ne serait-ce que parce que les groupes sont moins nombreux, que les groupes les plus importants sont bien connus et que leur taille approximative est un peu mieux comprise. Comme c'est le cas avec les armes des gangs, les estimations des armes des insurgés reposent sur deux variables essentielles: le nombre de combattants actifs et la proportion type d'armes de petit calibre par combattant. Comme pour les gangs, le nombre de membres d'un groupe d'insurgés semble généralement correspondre assez bien à son arsenal total. Certains problèmes de définition persistent (cf. encadré 4.3), mais les principaux groupes peuvent généralement être identifiés avec une fiabilité bien plus élevée. Dans le cadre de cette analyse, 386 groupes sont évalués, notamment certains composites, tels que des groupes islamistes bangladais combinés. Des estimations du nombre de combattants et d'armes à feu sont disponibles pour 176 de ces groupes (cf. annexes 1-3).

Le problème de la fluidité

Parmi les aspects les plus importants à aborder lors de l'évaluation du nombre de combattants de toute insurrection ou milice, signalons les problèmes de fluidité des groupes et de fluidité de l'adhésion. Contrairement aux États, qui bénéficient d'une identité stable garantie par leur souveraineté, les groupes non étatiques se caractérisent par leur ambiguïté fondamentale. À l'instar de leurs membres, les groupes peuvent en effet apparaître et disparaître rapidement. Classer des groupes dont les rôles et l'identité varient en fonction des opportunités représente un défi dans toute tentative de lutte contre leurs effectifs et leur armement. Trois problèmes se posent, qui s'avèrent particulièrement pertinents.

Actifs ou dormants? Les groupes armés ne doivent pas nécessairement être des organisations statiques. Leurs objectifs et méthodes peuvent demeurer inchangés pendant des dizaines d'années (c'est notamment le cas des FARC en

Colombie ou du PKK au Kurdistan). D'autres groupes connaissent des cycles de politique pacifique, puis de violence accrue, parfois suivie d'un retour à une politique pacifique (Hazen, 2009). Les efforts de DDR, par exemple, sont largement utilisés pour faciliter la transition vers une politique pacifique, transforment souvent les conflits, mais échouent parfois lorsque les groupes retombent dans la guerre (Muggah, 2009).

Vu que les objectifs et les méthodes peuvent varier, l'éventail de groupes non étatiques envisagé ici doit être considéré comme une simplification statique, un instantané d'un tableau en constante évolution. Cette étude établit une distinction entre les groupes militairement dormants, non engagés

Encadré 4.3 Qu'est-ce qu'un groupe armé non étatique?

Les groupes armés non étatiques sont des organisations qui utilisent la violence à des fins politiques, pour remettre en question l'autorité juridique d'un État ou d'un gouvernement. Ils peuvent ainsi réclamer le pouvoir, l'autonomie ou l'indépendance régionale, le contrôle complet de l'État, ou simplement une protection par rapport à d'autres groupes. Comme nous l'avons fait remarquer précédemment, tous ces groupes ne s'opposent pas à l'État; ils peuvent être pro-gouvernementaux mais contester son monopole sur la violence légitime (PRO-GOUVERNEMENTAUX). Les groupes armés non étatiques incluent les mouvements rebelles, les insurgés, les guérillas et les terroristes, ainsi que les milices et armées privées échappant au contrôle de l'État. Ils ne sont généralement pas équivalents à la criminalité organisée, qui manque d'un programme politique, ou à des sociétés de surveillance privées, qui sont généralement juridiquement responsables. Dans ce chapitre, nous utilisons les termes insurgés et guérillas comme des synonymes et les distinguons des gangs.

dans des opérations de combat systématiques au cours de l'année écoulée et les groupes actifs. Ces groupes dormants ont cessé la lutte active mais semblent demeurer prêts pour la violence organisée. Ils représentent une forme d'énergie potentielle, qui peut devenir violente ou se dissiper pacifiquement. Une perspective plus détaillée nécessite un suivi sur plusieurs années, soulignant les tendances à mesure qu'évoluent les membres et les armes.

Non étatiques, pro-étatiques ou partie intégrante de l'État? L'un des principaux problèmes de la classification consiste à déterminer si un groupe est indépendant de l'État. Contrairement aux gangs, qui espèrent que les autorités publiques s'abstiendront de s'ingérer dans leurs affaires, les groupes armés non étatiques sont généralement considérés comme contestant la légitimité et l'autorité des gouvernements. De nombreux insurgés coopèrent cependant également avec des gouvernements ou bénéficient du patronage des responsables publics (PRO-GOUVERNEMENTAUX).

Ce problème n'est pas entièrement nouveau; le parrainage de groupes armés par l'État était monnaie courante chez tous les acteurs de la Guerre froide (Laqueur, 1999). Les permutations sont toutefois plus nombreuses et évoluent plus rapidement à mesure que les groupes deviennent plus adaptables. Les Taliban afghans, par exemple, sont apparus pour la première fois en 1994 en tant qu'insurrection appuyée par l'État, avant de diriger l'Afghanistan de 1996 à 2001 en tant qu'État de fait. Après novembre 2001, ils sont redevenus des insurgés non gouvernementaux. Depuis 2006, toutefois, ils commencent à rétablir une autorité dirigeante dans certaines parties du pays (Giustozzi, 2009).

Plus généralement, les États soutiennent des groupes à l'encontre des intérêts d'un autre État. Rashid indique l'importance du soutien de l'État lorsqu'il écrit:

L'armée [pakistanaise] a soigneusement étalonné les types d'armes et les niveaux de financement fournis aux militants cachemiriens, et a parfois freiné l'ISI [enseignements militaires pakistanais] afin d'éviter toutes représailles militaires indiennes contre le Pakistan. [Entre 2002 et 2005,] l'ISI a réalisé un numéro d'équilibriste difficile avec les groupes extrémistes cachemiriens, désarmant et réhabilitant en secret plusieurs milliers de militants, tout en en gardant certains en réserve en cas de menace du processus de paix (Rashid, 2009, p. 112, 291).

Le Pakistan aurait donc contrôlé l'armement des militants.

Les milices et les groupes soutenus par l'État peuvent être très importants. Au Pérou, par exemple, l'armée a distribué 15.179 fusils de chasse aux comités d'autodéfense pour se protéger contre les rebelles du Sentier lumineux (Obando, 2007, p. 14). La pratique consistant à armer les milices locales se poursuit jusqu'à ce jour dans les guerres afghanes (Morarjee, 2006a; 2006b). Qualifier de tels groupes de non étatiques a davantage pour effet de les cacher que de les révéler mais il est difficile de les exclure.

Le plus grand défi pour une taxinomie simple des insurgés ou des États est posé par les groupes appartenant à des partis politiques bénéficiant d'une légitimité et d'un rôle reconnus dans le gouvernement, généralement au travers de la représentation parlementaire, et des groupes qui sont eux-mêmes devenus les autorités dirigeantes de fait. Comme détaillé ci-après, cette catégorie inclut la plupart des principaux mouvements rebelles. Certains sont représentés au gouvernement, tels que le Front Moro de libération nationale aux Philippines, ou le Hezbollah au Liban. Quelques-uns sont reconnus dans des accords négociés internationalement, tels que l'Armée populaire de libération du Soudan, au Sud-Soudan. D'autres jouissent d'une autorité quasi-souveraine sur de grands territoires ou dans des régions politiquement importantes, à l'instar du Hamas à Gaza ou des administrations du Puntland et du Somaliland. C'est pour ces raisons que ces groupes ne sont pas considérés ici comme des groupes armés non étatiques.

Le mode de classement des groupes soutenus par l'État constitue une source de confusion qui défie toute solution simple. Il est peut-être nécessaire de procéder systématiquement à une évaluation au cas par cas. Ce problème particulier d'affiliation ou d'opposition à l'État est résolu ici en séparant les groupes présentant des liens sans équivoque avec le gouvernement légitime et en les qualifiant d'*acteurs non étatiques dirigeants*. Nombre d'entre eux sont intégrés à l'armée nationale ou représentés au gouvernement (tels que les maoïstes népalais). D'autres, souvent qualifiés de milices, bénéficient d'une autorité territoriale largement acceptée (tels que les partis kurdes irakiens). Il s'agit là de distinctions incomplètes qui ne tiennent pas compte des réalités plus complexes décrites précédemment (PRO-GOUVERNEMENTAUX).

Le mode de classement des groupes étatiques est une source de confusion qui défie toute solution simple.

Même sous cette forme simplifiée, la distinction entre «dirigeant» et «non dirigeant» a des implications importantes pour l'estimation du nombre d'armes; avec l'assurance d'un territoire sûr et un accès simplifié à un financement, la plupart des *acteurs non étatiques dirigeants* devrait être considérés comme bien mieux armés.

Changement d'identité rapide: si certains des groupes examinés ici survivent depuis plusieurs générations, d'autres cèdent rapidement la place à de nouveaux noms et organisations. Une transformation si rapide suscite la confusion et l'exagération du nombre de combattants, dans la mesure où les groupes moribonds sont combinés avec les groupes actuels. Cela s'avère particulièrement problématique lors de l'évaluation de groupes non étatiques en Afrique centrale et de l'Ouest. Les effets en sont probablement les plus visibles en Somalie, où les groupes dominants au début des années 1990 ont pour la plupart disparu ou se sont intégrés aux factions contemporaines et au gouvernement fédéral de transition. Bien que toujours répertoriés dans les principaux ouvrages de référence, ces groupes n'existent plus ou ne peuvent plus être considérés comme fondamentalement non étatiques⁵. La classification d'acteurs non étatiques exige une attention toute particulière afin d'éviter de compter les groupes disparus ou de compter à deux reprises les groupes dont le nom a changé.

La nébuleuse du nombre d'adhérents

Bien que l'on dispose de données relativement sérieuses sur le nombre d'adhérents aux groupes non étatiques, elles sont loin d'être fiables. Les groupes semblent n'avoir généralement qu'une appréciation très vague de leurs propres effectifs. Ils peuvent également avoir des raisons d'exagérer ceux-ci. Les journalistes et les agences de sécurité étatiques, voire même les organisations internationales, peuvent également afficher ce même parti pris. La zone d'ombre entourant l'adhésion est probablement pire pour les plus petits groupes les moins actifs, mais tous sont concernés d'une façon ou d'une autre. La confusion découle de trois problèmes spécifiques à l'origine du brouillard entourant l'adhésion, ou de l'incertitude chronique liée au nombre de combattants armés⁶.

Le brouillard
entourant l'adhésion
suscite une
incertitude
chronique au niveau
du nombre de
combattants armés.

Un premier aspect est tout simplement une *mauvaise information*. Les innombrables milices afghanes constituent un exemple très conséquent, mais par ailleurs typique. Sans tenir compte des Taliban, le nombre de miliciens en Afghanistan est souvent exprimé sous la forme d'une fourchette très large. Les programmes de DDR afghans de 2004 à 2006 ont été prévus pour 50.000 à 250.000 miliciens; 63.000 en ont réellement bénéficié (Bhatia, 2009). D'autres estimations parviennent à des chiffres semblables (Sarwari et Crews, 2008, p. 325). Le problème est aggravé par l'incapacité à subdiviser des catégories très larges, telles que les *milices afghanes* ou les militants *islamistes bangladais*, qui peuvent dissimuler de nombreux groupes armés de différentes manières. Lorsque des estimations divergentes des effectifs du groupe ne peuvent pas faire l'objet d'un consensus ou d'un chiffre privilégié, une approche consistant à couper la poire en deux est adoptée, sur la base de la moyenne obtenue.

Le deuxième problème réside dans l'identification des *différents types de membres*. Nombreux sont en effet les membres (il s'agit souvent même de la plupart d'entre eux) qui ne sont pas des combattants mais bien des sympathisants sans armes. Il est crucial de séparer les deux pour estimer les stocks d'armes ou concevoir des stratégies de contre-insurrection, mais cela s'avère très difficile en pratique. Le cas le plus extrême rencontré ici concerne le groupe pakistanais Lashkar-e-Taiba («Armée des pieux»), largement tenu responsable des attentats terroristes de novembre 2008 à Mumbai, qui ont tué plus de 170 personnes. Une étude importante a conclu en 2004 que le groupe comptait «plusieurs centaines» de combattants actifs (Kurth Cronin *et al.*, 2004, p. 60). Une déclaration plus récente d'un responsable anonyme des services de renseignements militaires pakistanais estimait à environ 150.000 le nombre de membres du Lashkar-e-Taiba (Polgreen et Mekhennet, 2009). Ce dernier chiffre pourrait désigner quelque chose, mais presque certainement pas les combattants armés.

Une troisième source d'incertitude au niveau des effectifs des groupes est la *franche exagération*. Pour les *pesbmerga* kurdes basés en Irak, l'armée permanente de l'assemblée nationale kurde, des chiffres de 270.000 à 375.000 soldats sont avancés dans le domaine public (Wikipedia, 2009). Ces chiffres les classeraient parmi les principales armées au monde, abusant de la crédulité générale; à titre de comparaison, l'armée royale britannique compte 95.780 membres actif (IISS, 2009, p. 158). Des estimations plus crédibles tablent sur 72.000 *pesbmerga* dans deux forces principales (Cordesman, 2008, p. 82). Des problèmes similaires semblent affecter le nombre total de membres de certains groupes de Côte d'Ivoire, du Myanmar et des Philippines. Le brouillard qui entoure le nombre d'adhérents oblige les observateurs à se montrer prudents, voire sceptiques.

L'incertitude liée au nombre de membres est endémique au niveau des recherches sur les insurrections. Une attention minutieuse peut limiter ces problèmes, par exemple en testant les correspondances ou les écarts entre l'adhésion présumée et la violence réelle. Les groupes qui semblent nombreux, mais pas spécialement actifs, méritent une attention particulière. Des recherches approfondies contribueraient incontestablement à améliorer notre compréhension de certains groupes armés, mais même les meilleures recherches sont confrontées à la nébulosité inhérente à bon nombre de groupes non étatiques ou à la majeure partie d'entre eux. La résolution de ces problèmes n'entre pas dans le cadre de cette étude. Nous avons ainsi plutôt choisi de nous fonder sur les meilleurs chiffres disponibles, privilégiant les rapports les plus récents et les plus détaillés, de préférence basés sur des recherches locales sur le terrain, établissant le cas échéant une moyenne de plusieurs sources.

L'armement des insurrections

Des informations bien plus détaillées sont disponibles sur les types d'armes utilisés par les insurgés que sur leurs quantités. Ce problème découle de la nature de la guérilla; les autorités découvrent généralement les capacités des insurgés lorsqu'elles sont confrontées à leurs attaques meurtrières et qu'elles examinent les déchets de la guerre, telles que les cartouches vides et les objets saisis. Les rapports sur les types d'armes ne sont pas nombreux mais ils donnent une idée des types et des proportions utilisés⁷. Même les rapports les plus complets sur les armes des groupes qui ont été identifiées ou récupérées n'offrent aucune méthode permettant d'évaluer de façon fiable les quantités *non* récupérées.



Des soldats de l'armée sri-lankaise gardent des armes saisies au cours d'une offensive contre les Tigres de libération de l'Éelam tamoul, 24 avril 2009. © Pedro Ugarte/AFP

L'armement des insurgés présente une variété qui va des banales Kalachnikov en série à un éventail étrange des plus éclectiques. Certains groupes sont extrêmement bien armés. Après la défaite des LTTE, l'armée sri-lankaise a déclaré avoir trouvé près de 100.000 fusils aux mains d'une force qui n'a probablement jamais dépassé les quelque 11.000 membres (Bell, 2009; IISS, 2009, p. 474). Si ce chiffre est exact, il représenterait une proportion pratiquement sans précédent de neuf armes par soldat. D'autres sources indiquent que certains insurgés sont fortement freinés par leur manque d'armes. Il s'agit ainsi là d'un sérieux obstacle pour l'insurrection naxalite en Inde (Joseph et Srivastava, 2008, p. 125). De nombreux groupes africains semblent également ne pas disposer d'armes en suffisance pour tous leurs combattants⁸.

Les analyses les mieux documentées des stocks totaux d'armes à feu des insurgés viennent souvent des programmes de DDR, qui voient d'anciens combattants restituer leurs armes en guise de preuve de leur engagement à la paix. Tous les programmes ne présentent pas d'élément de désarmement officiel. Lorsqu'un tel élément est inclus, les contrôleurs officiels ne peuvent que classer les armes reçues et non pas toutes les armes détenues (ou cachées). Des soupçons à propos d'armes cachées hantent chaque projet de DDR. L'examen de 45 programmes de DDR a révélé 19 cas dans lesquels le nombre total d'armes reçues était connu. Le nombre d'armes de petit calibre reçues dans ces cas connus allait de 2,6 par combattant dans les Îles Salomon à seulement 0,1 dans plusieurs cas. Pour les 2.517.000 combattants démobilisés de cette façon, un total de 560.000 armes a été restitué, soit une moyenne de 0,2 arme légère ou de petit calibre récupérée, globalement, auprès de chaque combattant (Small Arms Survey, 2009, p. 184-185). Les résultats du DDR s'avèrent donc peu concluants, révélant seulement que certains groupes possèdent beaucoup d'armes et les restituent et que d'autres en restituent proportionnellement moins.

Dans le cadre de cette étude, les groupes armés non étatiques dirigeants sont généralement considérés comme armés à une proportion approchant celle des forces armées plus pauvres ou moins armées, auxquelles elles s'apparentent réellement, avec une proportion d'armement pouvant atteindre 1,6 par combattant (Small Arms Survey, 2006b, p. 50-51). Cela semble décrire avec précision de nombreuses insurrections, apparemment armées avec environ 1,6 arme de petit calibre en moyenne par combattant, un chiffre qui fait figure de sagesse conventionnelle pour l'estimation de l'arsenal des insurgés (Small Arms Survey, 2001, p. 79). Dans les environnements riches en armes, tels que l'Europe, l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, les rapports faisant état d'insurgés équipés à la fois d'un fusil et d'un pistolet ou d'un lance-grenades sont monnaie courante. Il n'existe que peu de rapports fiables sur les groupes non étatiques dépassant de tels niveaux. Les exceptions semblent dominées par des groupes qui contrôlent également un territoire (*groupes armés non étatiques dirigeants*, décrits plus haut). Des observateurs indépendants dans ce domaine rapportent que de tels niveaux d'armement sont rarement atteints, sauf dans des régions telles que l'Afrique centrale et de l'Ouest et l'Asie du Sud, où l'armement des insurgés semble souvent inférieur, parfois même nettement inférieur, de l'ordre de 1,2 ou même 0,5 arme à feu par combattant (cf. annexe 2). Lorsque des éléments suggèrent des niveaux inférieurs d'accumulation d'armes, cela se reflète dans les calculs.

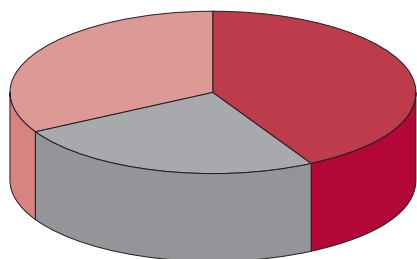
Tableau 4.6 Estimations du nombre de membres et d'armes de petit calibre de groupes armés non étatiques connus, 2009

Catégorie	Combatants	Armes de petit calibre
Insurrections actives	285.000	350.000
Groupes dirigeants	345.000	460.000
Groupes dormants	390.000	590.000
Total	1.000.000	1.400.000

Remarque : les totaux ne correspondent peut-être pas en raison de l'arrondissement des chiffres.

Sources : annexes 1-3

Figure 4.2 **Stocks d'armes de petit calibre des groupes armés non étatiques, 2009**



- Insurrections actives (350.000)
- Groupes dirigeants (460.000)
- Groupes dormants (590.000)

Sources: Annexes 1-3

La situation s'améliore-t-elle ou empire-t-elle? Il est difficile de déterminer avec une réelle précision si le nombre total de combattants non étatiques dans le monde est en hausse ou en baisse. Les estimations de l'ampleur des insurrections et de leur armement ne sont généralement pas publiées chaque année, mais plutôt au compte-gouttes. Il est souvent impossible de se livrer à un suivi de la dynamique de groupes spécifiques d'une année à l'autre.

Il est certain que le nombre de groupes semble augmenter. En 1999, quelque 480.000 combattants non étatiques à temps plein ont pu être identifiés, en détention d'environ 910.000 armes de petit calibre (Small Arms Survey, 2001, p. 79). Dix ans plus tard, en 2009, leur nombre a augmenté, passant à environ un million de combattants et 1,4 million d'armes de petit calibre, ainsi qu'un nombre inconnu d'armes légères. Leurs effectifs étaient plus ou moins répartis en trois entre les insurrections actuellement violentes ou actives, les groupes dormants et ceux désormais au pouvoir. Les plus dangereux dans l'immédiat sont les insurgés actuellement actifs, estimés

ici à environ 285.000 combattants en détention d'environ 350.000 armes de petit calibre en 2009. Même les groupes dormants et dirigeants présentent néanmoins des défis majeurs pour une résolution pacifique des conflits, ainsi que pour la stabilité nationale et internationale (cf. tableau 4.6 et figure 4.2).

Une bonne part de cette augmentation apparente est imputable à des méthodes de recherche plus sensibles et à des analyses faites dans le cadre de disciplines connexes. Celles-ci permettent d'évaluer de façon plus complète les factions qui avaient échappé à l'attention, et de modifier en conséquence les chiffres relatifs aux groupes non étatiques. Le changement de méthode le plus important sur le plan numérique implique des procédures de comptage plus inclusives. Alors que les études précédentes réalisées par le Small Arms Survey ne comptaient que les insurrections, celle-ci examine également les groupes non étatiques dormants et dirigeants. Le plus important de tous les groupes, par exemple, n'aurait pas été compté auparavant. Avec un total combiné de 141.000 membres, l'Armée populaire de libération du Soudan et ses forces alliées constituent de loin le principal groupe armé non étatique, plus du double de l'armée du Mahdi en Irak (cf. annexes 2 et 3). Elle n'est toutefois plus impliquée dans des opérations de combat d'envergure depuis 2005 (SOUDAN).

Le nombre de combattants impliqués activement dans les combats semble enregistrer une nette diminution depuis 1999, à l'exception des conséquences imprévues des guerres en Afghanistan et en Irak. En Afghanistan, l'intervention des États-Unis en octobre 2001 a retiré les Taliban du pouvoir. Illustrant la fluidité des groupes dirigeants et insurgés, quelque 60.000 Taliban ont cessé presque immédiatement d'être des soldats de la République pour redevenir le principal groupe insurgé actif dans le monde aujourd'hui (Rashid, 2009, p. 81).

L'Irak a vécu une situation fort semblable. Les bases de l'insurrection ont été posées avant la guerre, lorsque Saddam Hussein et son fils Oudaï ont créé les Fedayins de Saddam, une milice sunnite affiliée au parti Baas et destinée à renforcer le régime et mener la résistance de guérilla contre ses ennemis (Otterman, 2003). Un élan supplémentaire est venu du tristement célèbre ordre no 2 de l'autorité provisoire de la coalition, publié le 23 mai 2003 par l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer (Bremer et McConnell, 2006). Cette directive démantelait l'armée irakienne de 400.000 soldats, en poussant de nombreux autres dans le soulèvement (Murphy, 2004). D'autres Irakiens se sont rapidement organisés pour former des factions rivales, principalement l'armée chiite du Mahdi.

Les guerres en Afghanistan et en Irak ont créé des mouvements rebelles dotés de centaines de milliers de combattants. Les groupes armés non étatiques de ces guerres – insurgés actifs et milices dormantes – représentent environ 377.000 (soit plus de 50 %) des 735.000 soldats non étatiques actifs et dormants dénombrés dans le monde entier dans le cadre de cette étude (cf. annexes 1-3). Parce qu'ils ont tendance à être relativement bien armés, ces groupes présentent une proportion encore plus élevée d'armement total des insurgés et des milices. Si ce n'était pour ces deux guerres, le nombre total de combattants non étatiques en 2009 serait inférieur à celui de 1999. Ce résultat est conforme aux conclusions d'autres études qui indiquent un déclin dans les conflits armés depuis le milieu des années

Tableau 4.7 Principaux groupes armés non étatiques, 2009

Groupe	Pays/territoire principal	Status	Combat-tants	Proportion estimée d'armes à feu	Total estimé d'armes à feu
Milices afghanes*	Afghanistan	Dormant	165.000	1,6	264.000
Armée populaire de libération du Soudan (SPLA)	Soudan	Dirigeant	125.000	1,4	175.000
Conseils de l'Éveil	Irak	Dormant	80.000	1,6	128.000
Taliban*	Afghanistan/Pakistan	Actif	60.000	1,6	96.000
Armée du Mahdi/Jaishal-Mahdi (JEM)	Irak	Dormant	60.000	1,6	96.000
Parti démocratique du Kurdistan (PDK, <i>peshmerga</i>)	Irak	Dirigeant	41.000	1,6	65.600
Union patriotique du Kurdistan (UPK, <i>peshmerga</i>)	Irak	Dirigeant	31.000	1,6	49.600
Parti communiste du Népal (Maoïste)	Népal	Dirigeant	30.852	0,5	15.426
Tous les groupes armés actifs en RDC	RDC	Actif	23.000	1,2	27.600
Unités intégrées conjointes (avec la SPLA)	Soudan	Dirigeant	16.000	1,1	17.600
Armée unie de l'État Wa (UWSA)	Myanmar	Dormant	15.000	1,6	24.000
Hamas	Gaza	Dirigeant	15.000	1,6	24.000
Groupes islamistes bangladais combinés*	Bangladesh	Actif	12.000	1,6	19.200
Front Moro de libération nationale (MNLF)	Philippines	Dirigeant	12.000	1,2	14.400
Forces nouvelles	Côte d'Ivoire	Actif	11.500	0,5	5.750
Srpska Garda (Garde serbe)	Serbie	Dormant	11.000	1,2	13.200
Forces armées du Somaliland	Somaliland	Dirigeant	11.000	1,6	17.600
Autodéfenses unies de Colombie (AUC)	Colombie	Actif	10.000	1,6	16.000
Organisation Badr/Badr Corps	Irak	Actif	10.000	1,6	16.000
Tigres	Serbie	Dormant	10.000	1,2	12.000
Ralliement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma)	RDC	Dirigeant	10.000	0,5	5.000
Hezbollah et groupes associés	Liban	Dirigeant	10.000	1,6	16.000
Faction du Congrès de la Somalie unifiée d'Ali Mahdi	Somalie	Dirigeant	10.000	1,6	16.000

Remarque : * les entrées pour des entités actives en Afghanistan, au Bangladesh et en République démocratique du Congo (RDC) sont composites, incluant de nombreux groupes individuels.

Sources : annexes 1-3

1990 (Mack, 2005). La défaite décisive des LTTE par l'armée sri-lankaise en mai 2009 contribue à une nouvelle diminution du nombre d'insurgés pour cette année (IISS, 2009, p. 357).

Le tableau 4.7 révèle le degré de concentration des armes de petit calibre des groupes non étatiques. Sont répertoriées ici toutes les insurrections et les milices comptant au moins 10.000 membres actifs ou participant pleinement à leurs activités en 2009. Reprenant seulement 24 des 386 groupes répertoriés dans les annexes de ce chapitre, le tableau 4.7 représente environ 80% de toutes les armes d'insurgés identifiées dans cette étude. Il clarifie également la prédominance des groupes dirigeants et dormants. Seuls deux des dix principaux groupes sont militairement actifs.

L'impact disproportionné de petites quantités

Comparés aux arsenaux d'autres groupes en détention d'armes, ceux des insurgés, des milices et des mouvements terroristes peuvent être assez limités. Sur quelque 875 millions d'armes à feu dans le monde, environ 1,4 million sont contrôlées par des groupes non étatiques (autres que les gangs), un petit nombre au regard de l'impact de la guérilla et du terrorisme sur la stabilité internationale (Small Arms Survey, 2007, ch. 2). En comparaison, les forces de maintien de l'ordre possèdent environ 20 fois plus d'armes à feu, les forces armées plus ou moins 150 fois plus et les civils du monde entier plus de 450 fois plus. Même ces comparaisons tendent à exagérer le nombre d'insurgés, gonflé par les groupes actuellement dormants ou militairement inactifs et tous ceux qui sont devenus des dirigeants, de fait ou légitimes.

Il est évident que les armes de petit calibre ne constituent pas l'ensemble de l'armement des insurgés (cf. encadré 4.4). Des quantités limitées, toutefois, ne sont pas toujours sans importance. Certains des groupes les plus dangereux n'en comptent pas plus de quelques milliers; d'autres encore,

Encadré 4.4 Le déclin des armes de petit calibre?

Ce chapitre souligne la question des armes de petit calibre en partie en raison de leur prédominance en tant qu'outils de guerre non étatiques, mais aussi par souci de commodité, dans la mesure où elles sont plus faciles à compter que les autres armes. Leur importance semble toutefois décliner en termes d'homicides directs. Les armes de petit calibre constituent peut-être le symbole de base de la guerre, surtout la guérilla, et peuvent causer une bonne partie de la dislocation et des souffrances indirectes liées à la guerre, mais il semblerait que la part de blessures et décès directs qui peut leur être imputée soit sur le déclin. Ce sont plutôt les engins explosifs improvisés (EEI), les attentats-suicides et les roquettes qui ont pris de plus en plus d'importance au cours des 20 dernières années.

Ce changement ne résulte pas entièrement d'un choix délibéré. En Afghanistan et en Irak, par exemple, les insurgés ont commencé à se battre presque exclusivement avec des armes de petit calibre. Ce n'est que lorsque les tactiques et équipements des troupes de l'OTAN et de la Coalition ont évolué, rendant les attaques impliquant des armes de petit calibre de plus en plus dangereuses et de moins en moins concluantes, que les insurgés ont également adapté leurs tactiques. Au cours de l'Intifada al-Aqsa qui a débuté dans les territoires palestiniens en 2000, une adaptation similaire s'est produite, lorsque les insurgés ont réagi aux meilleures défenses israéliennes en se reposant moins sur les tirs et en se tournant plutôt vers les attentats-suicides, les EEI et les roquettes (Karp, 2009). Des processus similaires ont été identifiés ailleurs, lorsque les attentats-suicides ont gagné en popularité dans les années 1990 (Atran, 2003; Reuter, 2004). Rendus publics dans les rapports provenant continuellement d'Irak et d'Afghanistan, ces engins se répandent également dans d'autres pays, tels que l'Inde (Joseph et Srivastava, 2008, p. 125,141).

Des recherches de Bird et Fairweather documentent à la fois le bilan en hausse des décès et blessures liés aux EEI en Afghanistan et en Irak et leur prépondérance accrue comme agents de destruction des insurgés. À la mi-2006, trois ans après le début de la guerre en Irak, sur cinq décès liés aux combats avec la Coalition, les engins explosifs improvisés en causaient trois (Bird et Fairweather, 2007). En Afghanistan, la transition a été plus longue mais a atteint des proportions comparables en 2007 (Bird et Fairweather, 2009). Ces proportions ont continué d'augmenter en 2009, les EEI causant 80% des décès parmi les soldats étrangers en juillet 2009 (AP, 2009).

La situation est similaire pour les Taliban en Afghanistan. Ils sont confrontés à toute une série d'armes de l'OTAN mais rarement, voire jamais, à des EEI. Ils sont plus susceptibles, par contre, d'être attaqués dans des embuscades à l'arme de petit calibre, et par des frappes d'artillerie et aériennes, surtout avec des missiles guidés et des bombes. Si les preuves font défaut à ce stade, ces deux derniers types d'armement – réponse standard à toute concentration de Taliban – sont probablement les plus meurtriers. Aucune statistique n'est disponible sur les victimes civiles afghanes et parmi les Taliban, une lacune dont les conséquences sont considérables.

Même si elles ne constituent pas les armes les plus meurtrières, les armes de petit calibre n'en demeurent pas moins extraordinairement importantes. Leur visibilité courante et la menace de mort explicite qu'elles représentent dominent l'environnement quel qu'il soit. Par ailleurs, en tant que mesure de la capacité des insurgés, les statistiques sur les armes de petit calibre demeurent la variable la plus simple et la plus accessible en vue d'une analyse, même si elles perdent de leur importance dans les cas d'homicides proprement dits.

quelques centaines seulement. On pourrait ainsi s'attendre à ce que la République démocratique du Congo (RDC) soit le théâtre d'opérations d'un très grand nombre de guérillas, au vu de l'ampleur du carnage et de la destruction, impliquant des millions de morts et de déplacés. Le gouvernement de Kinshasa ou les agences internationales reconnaissent environ 20 factions armées en RDC. Les auteurs de certaines des pires destructions congolaises représentent environ 23.000 combattants, ce qui ne constitue pas à proprement parler une vaste horde (Bavier, 2008; Thakur, 2008).

L'extraordinaire différence d'échelle entre les mouvements rebelles et les dommages humanitaires et politiques dont ils sont la cause est la raison pour laquelle ils sont si importants. Les attentats du 11 septembre 2001 illustrent le potentiel de petits groupes de rebelles ou de terroristes. Un autre aspect marquant est leur ténacité remarquable, ces groupes prenant part à des guerres qui durent généralement au moins neuf ans et souvent bien davantage (Hammes, 2004). Autrement dit, les petites forces insurgées peuvent s'opposer à des forces armées nettement supérieures, un élément essentiel pour la perspective stratégique de T. E. Lawrence et Mao Zedong. La sagesse conventionnelle prétend que la défaite d'une insurrection exige une supériorité militaire à dix contre un des forces étatiques (Galula, 1964, p. 7). L'exactitude historique de cette déclaration a été remise en question presque immédiatement après avoir été proposée (Heilbrunn, 1965). Si la formule classique de Galula doit être adaptée aux circonstances spécifiques, sa perspective métaphorique est acceptée presque universellement (Nagl, 2005). Loin d'être rassurant, le petit nombre d'insurgés représente un défi tenace.

CONCLUSION

Ce n'est pas par accident que les armes légères et de petit calibre les mieux comprises, celles des États et des civils, soient souvent celles qui se prêtent le mieux à la quantification, l'analyse et l'élaboration de politiques. Il n'est pas non plus surprenant que les arsenaux plus flous des gangs de jeunes, des organisations criminelles, des guérilleros et des cellules terroristes soient souvent bien plus difficiles à gérer.

Aussi préliminaires soient-elles, les estimations de ce chapitre contribuent à inscrire dans une perspective plus large le nombre d'armes de petit calibre détenues par des groupes non étatiques. En tout, les gangs contrôlent au moins 2 millions d'armes à feu et probablement pas plus de 10 millions. Pour leur part, les groupes non étatiques disposent d'environ 1,4 million d'armes de petit calibre au total. Représentant entre 0,4 et 1,3% de toutes les armes de petit calibre, les arsenaux des gangs et des groupes sont bien plus limités que ne pourrait le laisser penser leur omniprésence dans les médias ou au cinéma, ou encore leurs conséquences humanitaires ou leur importance politique.

Par-dessus tout, cette étude atteste de l'importance de recherches plus poussées sur les armes de petit calibre non étatiques et de la nécessité de meilleures données à l'appui. Deux priorités apparaissent clairement. La première est la nécessité de dissiper le brouillard entourant l'adhésion. Si les recherches répondent généralement aux pires problèmes, nous savons probablement déjà où résident les problèmes de gangs les plus importants et les plus graves. Même dans ces cas-là, toutefois, les estimations varient souvent considérablement. Ailleurs, de surcroît, l'ampleur de l'adhésion aux gangs et groupes apparaît floue, dans le meilleur des cas. La deuxième priorité est la nécessité d'une meilleure appréciation des acquisitions et de la détention d'armes de petit calibre par les groupes. Comme l'indiquent des études précédemment citées menées aux États-Unis et en Angleterre et au Pays de Galles, des recherches minutieuses offrent une réelle perspective de la détention et de l'usage d'armes à feu, même parmi les groupes criminels. Comme l'indiquent les références ici, des recherches appliquées sur le terrain se sont avérées particulièrement révélatrices à propos de l'armement des gangs et des groupes. Les politiques dans ces deux domaines bénéficieraient sans aucun doute d'une étude plus approfondie.

S'il y a du vrai dans les paroles du gourou de la gestion Peter Drucker – qui a dit que «Mesurer, c'est mieux gérer» – alors les efforts systématiques visant à faire face aux armes de petit calibre des gangs et des groupes non étatiques ne font que commencer. Les estimations démontrent ici le niveau de compréhension que l'on peut atteindre à propos d'un aspect de la politique des armes de petit calibre trop souvent considéré comme irrémédiablement obscur. Comme l'indique ce chapitre, à l'instar de tout domaine de la vie sociale, les arsenaux des gangs et des insurgés méritent une enquête approfondie. ■

LISTE D'ABRÉVIATIONS

DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
RDC	République démocratique du Congo
EEI	Engin explosif improvisé

ANNEXES

Annexe 1. Insurrections et milices non étatiques actives, avec leurs combattants lorsqu'ils sont connus et avec estimation du nombre d'armes à feu.

Annexe 2. Forces armées non étatiques aux rôles politiques légitimes ou bénéficiant d'une autorité territoriale presque souveraine, avec leurs combattants lorsqu'ils sont connus et avec estimation du nombre d'armes à feu.

Annexe 3. Groupes armés non étatiques dormants, avec leurs combattants lorsqu'ils sont connus et avec estimation du nombre d'armes à feu.

NOTES

- 1 Bien que les gangs ne soient pas des entités étatiques, dans ce chapitre un gang désigne un groupe criminel, généralement dominé par des jeunes membres. Les acteurs non étatiques examinés ici recherchent généralement le pouvoir politique. Des définitions plus complètes sont présentées aux encadrés 4.1 et 4.3. Un certain chevauchement semble inévitable; les distinctions doivent souvent être établies au cas par cas.
- 2 Pour des explications détaillées sur la méthode d'estimation, voir *Small Arms Survey* (2001, p. 59-93).
- 3 Une exception est faite pour les États-Unis, où le nombre total d'armes est pratiquement égal au nombre de citoyens (environ 270 millions d'armes à feu pour 304 millions de personnes en 2008), autorisant un maximum de 1,2 arme à feu pour chaque membre de gang selon cette estimation.
- 4 Entretien d'Eric G. Berman, *Small Arms Survey*, avec la police de Boston, 2009.
- 5 La confusion devient apparente lors d'une comparaison des factions somaliennes toujours reprises dans la base de données IISS sur les groupes armés non étatiques dans les conflits armés (IISS, n.d.) avec un récent rapport du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Somalie (Conseil de sécurité des Nations unies, 2008).
- 6 Avec nos excuses à Carl von Clausewitz (1976, p. 140).
- 7 Voir, par exemple, *Small Arms Survey* (2007, p. 23).
- 8 Entretiens de l'auteur avec les chercheurs James Bevan et Nicolas Florquin, 2009.

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, W. French. 2006. *Forensic Analysis of the April 11, 1986 FBI Firefight*. Boulder, Colorado: Paladin Press.
- AP (Associated Press). 2009. «Use of IEDs Increased by 80 Percent». 5 juin.
- Arana, Ana. 2005. «How the Street Gangs Took Central America». *Foreign Affairs*, vol. 84, no 3, p. 98-110.
- Atran, Scott. 2003. «Genesis of Suicide Terrorism». *Science*, vol. 299, no 5612, p. 1534-1539.
- Bavier, Joe. 2008. «Congo Government Expands Talks to 20 Armed Groups». *Reuters*. 8 décembre.
- Bell, Stewart. 2009. «\$20M in Tiger Weapons Seized». *National Post* (Ontario). 5 mai.
- Bennett, Trevor et Katy Holloway. 2004a. «Gang Membership, Drugs and Crime in the UK». *British Journal of Criminology*, vol. 44, no 3, p. 305-323.
- . 2004b. «Possession and Use of Illegal Guns among Offenders in England and Wales». *Howard Journal*, vol. 43, no 3.
- Berkman, Heather. 2007. *Social Exclusion and Violence in Latin America and the Caribbean*. Washington: Banque interaméricaine de développement. Octobre.
- Bhatia, Michael, et al. 2009. «DDR en Afghanistan». *Annuaire sur les armes légères 2009: les ombres de la guerre*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 286, 298, 310.
- Bird, Sheila M. et Clive B. Fairweather. 2007. «Military Fatality Rates (by Cause) in Afghanistan and Iraq». *International Journal of Epidemiology*, vol. 36, no 4, p. 841-846.

- . 2009. «IEDs and Military Fatalities in Iraq and Afghanistan». *RUSI Journal*, vol. 154, no 4, p. 30-38.
- Bjerregaard, Beth et Alan J. Lizotte. 1995. «Gun Ownership and Gang Membership». *Journal of Criminal Law and Criminology*, vol. 86, no 1, p. 37-58.
- Bremer, L. Paul et Malcolm McConnell. 2006. *My Year in Iraq*. New York: Simon & Schuster.
- Brinkhoff, Thomas. n.d.a. «City Population: Ecuador». <<http://www.citypopulation.de/Ecuador.html>>
- . n.d.b. «City Population: Jamaica». <<http://www.citypopulation.de/Jamaica.html>>
- Castillo, E. Eduardo et Michelle Roberts. 2009. «Mexico's Weapons Cache Strymies Tracing». Associated Press. 7 mai.
- von Clausewitz, Carl. 1976 (1831). *On War*. Édité et traduit par Michael Howard et Peter Paret. Princeton: Princeton University Press.
- Conseil de sécurité des Nations unies. 2008. *Rapport du Groupe de contrôle sur la Somalie, établi en application de la résolution 1811 (2008)*. S/2008/769 du 10 décembre.
- Cordesman, Anthony H. 2008. *Iraq's Insurgency and the Road to Civil Conflict*. Washington: Centre d'études stratégiques et internationales.
- Decker, Scott H. et Kimberly Kempf-Leonard. 1991. «Constructing Gangs: The Social Definition of Youth Activities». *Criminal Justice Policy Review*, vol. 5, no 4, p. 271-291.
- . et Barrik Van Winkle. 1996. *Life in the Gang: Family, Friends, and Violence*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . et Frank M. Weerman, eds. 2005. *European Street Gangs and Troublesome Youth Groups*. Oxford: AltaMira.
- DSSPA (Department of Social Services and Poverty Alleviation). n.d. *Western Cape Population Profile*. Cape Town: DSSPA, p. 2.
- Egley, Jr., Arlen et Christina E. O'Donnell. 2009. *Highlights of the 2007 National Youth Gang Survey*. Washington: département américain de la Justice. Avril.
- Esbensen, Finn-Aage, et al. 2001. «Youth Gangs and Definitional Issues: When Is a Gang a Gang, and Why Does It Matter?». *Crime & Delinquency*, vol. 47, no 1.
- . et Frank M. Weerman. 2005. «Youth Gangs and Troublesome Youth Groups in the United States and the Netherlands: A Cross-National Comparison». *European Journal of Criminology*, vol. 2, no 1, p. 5-37.
- FBI (Federal Bureau of Investigation). 1986. *Shooting Incident Miami Florida April 11, 1986: Administrative Inquiry*. Washington: FBI. Juin.
- . n.d. «Italian Organized Crime: Overview». <<http://www.fbi.gov/hq/cid/orgcrime/lcnindex.htm>>
- Florquin, Nicolas et Eric G. Berman, eds. 2005. *Armés mais désœuvrés: groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*. Genève: Small Arms Survey.
- Ford, Jess T. 2009. *Firearms Trafficking: U.S. Efforts to Combat Arms Trafficking to Mexico Face Planning and Coordination Challenges*. Washington: US Government Accountability Office. 19 juin.
- Galula, David. 1964. *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*. New York: Praeger.
- Girard, Aurelien. 2009. «AK-47 Attack Takes Violence in Parisian Suburbs to New High». *Epoch Times*. 20 mai.
- Giustozzi, Antonio. 2009. *Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*. New York: Columbia University Press.
- Hammes, T. X. 2004. *The Sling and the Stone*. Osceola, Wisconsin: Zenith Books.
- Hankins, Chris B. 2004. *The New Paradigm: Police Trends toward More Powerful Handguns and the Mental Aspects of Combat Survival and Training*. 8 novembre. <<http://www.cji.edu/papers/HankinsChris.pdf>>
- Hazen, Jennifer M. 2009. «From Social Movement to Armed Group: A Case Study from Nigeria». *Contemporary Security Policy*, vol. 30, no 2, p. 281-300.
- Heilbrunn, Otto. 1965. «How Many Men to Vietnam?». *Military Review*, vol. 45, no 12, p. 27-33.
- IISS (Institut international des études stratégiques). 2009. *Military Balance 2009*. Londres: Routledge.
- . n.d. «Armed Conflict Database: Non-State Armed Groups». <http://acd.iiss.org/armedconflict/MainPages/dsp_nsaList.asp>
- Janin, Albert S. 2007. «Engaging Civilian-Belligerents Leads to Self Defense/Protocol I Marriage». *Army Lawyer*, 1er juillet, p. 92.
- JNPA (Agence de police japonaise). 2007. *Criminal Investigation: Fight against Organized Crime*. Juin.
- Joseph, Mallika et Devyani Srivastava. 2008. «Left Extremism: The Naxal Conflict in India». Dans D. Suba Chandran et P. R. Chari, eds. *Armed Conflicts in South Asia 2008*. Londres: Routledge.
- Kaempffer, William. 2009. «City Cops Trading up for Larger-caliber Arms». *New Haven Register*. 5 mai.
- Karp, Aaron. 2009. «The Changing Ownership of War: States, Insurgencies and Technology». *Contemporary Security Policy*, vol. 30, no 2.
- Katsumata, Kunio. 2008. «Tighter Gun Law Eyed to Deny Permits to Stalkers, Abusers». *Asahi Shimbun*. 4 avril.
- Klein, Malcolm W., ed. 2001. *The Eurogang Paradox: Street Gangs and Youth Groups in the U.S. and Europe*. Dordrecht: Kluwer.
- . et Cheryl L. Maxson. 2006. *Street Gang Patterns and Policies*. Oxford: Oxford University Press.
- . et al. 2006. «Street Gang Violence in Europe». *European Journal of Criminology*, vol. 3, no 4, p. 413-437.
- Krause, Keith, ed. 2009. *Challenging the Weberian State: Armed Groups and Contemporary Conflict*. Numéro spécial de *Contemporary Security Policy*, vol. 30, no 2.
- Kurth Cronin, Audrey, et al. 2004. *Foreign Terrorist Organizations*. Washington: Service de recherche du Congrès.
- Lal, Rollie. 2005. «South Asian Organized Crime and Terrorist Networks». *Orbis*, vol. 49, no 2, p. 293-304.
- Laqueur, Walter. 1999. *The New Terrorism*. New York: Oxford University Press, p. 156-183.
- Mack, Andrew. 2005. «Why the Dramatic Decline in Armed Conflict? Dans le projet du rapport sur la sécurité humaine. *Human Security Report 2005: War and Peace in the 21st Century*. Oxford: Oxford University Press.
- Manwaring, Max G. 2009. *State and Nonstate Associated Gangs: Credible Midwives of New Social Orders*. Carlisle, Pennsylvanie: US Army War College. Mai.
- Marshall, Ben, et al. 2005. *Rationalisation of Current Research on Guns, Gangs and Other Weapons: Phase 1*. Londres: Jill Dando Institute of Crime Science. Novembre.
- McLaughlin, Tim. 2009. «Uncertainties Help Trigger Sales for Smith & Wesson». *Boston Business Journal*. 6 juillet.
- MedellinInfo.com. n.d. «Current Population of Medellin, Colombia: Metropolitan Areas». <<http://www.medellininfo.com/facts/population>>

- Morarjee, Rachel. 2006a. «Alarm at Kabul Plan to Arm Tribes». *Financial Times*. 10-11 juin.
- . 2006b. «Afghan Donors Fear Rearming of Warlords». *Financial Times*. 10-11 juin.
- Muggah, Robert. 2009. «The Emperor's Clothes?». Dans Robert Muggah, ed. *Security and Post-conflict Reconstruction*. Londres: Routledge.
- Murphy, Dan. 2004. «Shiites Taxing Thin US Forces». *Christian Science Monitor*. 8 avril.
- Nagl, John. 2005. *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, édition révisée. Chicago: University of Chicago Press.
- Nakamura, Akemi. 2007. «Headline-grabbing Gun Crimes Mar Safe Image». *Japan Times*. 5 juin.
- Obando, Enrique. 2007. *Peru*. Document d'information non publié. Genève: Small Arms Survey.
- O'Neill, Sean. 2009. «2,800 Crime Gangs Ravage UK Streets». *The Times*. 25 avril.
- oneIndia. 2007. «ROMF Prepares Blue Print for Police Housing». 18 juillet.
<<http://news.oneindia.in/2007/07/18/romf-prepares-blue-print-for-police-housing-1184766206.html>>
- ONUDD (Office des Nations unies contre la drogue et le crime). 2007. *Crime and Development in Central America*. Vienne: ONUDD. Mai, p. 17, 60.
- Otterman, Sharon. 2003. «Iraq: What Is the Fedayeen Saddam?». Conseil des relations étrangères. 31 mars. <<http://www.cfr.org/publication/7698/>>
- Polgreen, Lydia et Souad Mekhennet. 2009. «Militant Network Is Intact Long after Mumbai Siege». *The New York Times*. 30 septembre.
- Rashid, Ahmed. 2009. *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*. Londres: Penguin.
- Reuter, Christoph. 2004. *My Life Is a Weapon: A Modern History of Suicide Bombing*. Princeton: Princeton University Press.
- Royaume-Uni. n.d. «UK National Statistics: Population Estimates». Newport, South Wales: Office for National Statistics, UK Statistics Authority.
<<http://www.statistics.gov.uk>>
- Sarwari, Atiq et Robert D. Crews. 2008. «Epilogue». Dans Robert D. Crews et Amin Tarzi, eds. *The Taliban and the Crisis of Afghanistan*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Schlichte, Klaus. 2009. *In the Shadow of Violence: The Politics of Armed Groups*. Frankfurt: Campus Verlag, ch. 7.
- Sheley, Joseph F. et James D. Wright. 1995. *In the Line of Fire: Youths, Guns, and Violence in Urban America*. Hawthorn, New York: de Gruyter, p. 46-50.
- Slack, Donovan. 2009a. «Police Add Assault Rifles across the State». *Boston Globe*. 3 juin.
- . 2009b. «Even Small Localities Got Big Guns». *Boston Globe*. 15 juin.
- Small Arms Survey. 2001. *Annuaire sur les armes légères 2001: gros plan sur les armes légères*. GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles.
- . 2006a. *Armed Groups in Sudan: The South Sudan Defence Forces in the Aftermath of the Juba Declaration*. Genève: Small Arms Survey. Octobre.
- . 2006b. *Annuaire sur les armes légères 2006: des comptes à régler*. GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles.
- . 2007. *Small Arms Survey 2007: Guns and the City*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2009. *Annuaire sur les armes légères 2009: les ombres de la guerre*. GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles, ch. 5.
- Smith, Tom W. 2007. *Public Attitudes towards the Regulation of Firearms*. Chicago: National Opinion Research Center, université de Chicago. Mars.
- Smith & Wesson. 2009. *Smith & Wesson Holding Corporation: Annual Report Pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934, for the Fiscal Year Ended April 30, 2009*. Washington: US Securities and Exchange Commission.
- Swami, Praveen. 2009. «No Bang in Mumbai Police's New Guns». *The Hindu*. 8 avril.
- Thakur, Monika. 2008. *Elusive Peace in the DR Congo: Armed Groups and Militias in the Kivus and Ituri*. Document présenté lors de la convention de l'International Studies Association, San Francisco, 26 mars.
- UCJFSU (Union of Councils for Jews in the Former Soviet Union). 2008. «Government Minister Says Youth Gang Members in Russia Number over 200,000». 31 décembre.
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). 2006. *Central America and Mexico Gang Assessment*. Washington: USAID.
<http://www.usaid.gov/locations/latin_america_caribbean/democracy/gangs_assessment.pdf>
- Weerman, Frank M., et al. 2009. *Eurogang Program Manual*. Saint Louis: Eurogang Project, University of Missouri. Février.
- Weidacher, Reinhilde. 2005. *Behind a Veil of Secrecy: Military Small Arms and Light Weapons Production in Western Europe*. Genève: Small Arms Survey. Octobre, p. 41.
- Wikipedia. 2009. «Peshmerga». <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Peshmerga>>
- . 2010. «Mumbai Police». <http://en.wikipedia.org/wiki/Mumbai_Police>
- Banque mondiale. 2009. *Population 2008*. Base de données des indicateurs de développement dans le monde. 15 septembre.
<<http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/POP.pdf>>
- Wright, Alan. 2006. *Organised Crime*. Cullompton: Willan Publishing, p. 149.

REMERCIEMENTS

Auteur principal

Aaron Karp